
Observatoire des Politiques Culturelles

Evolution des dépenses culturelles en Communauté française de 1984 à 2007

Michel Jaumain

Caroline Houben

Jean-Patrick Masquelier



ETU.2009-2

juin 2009

Table des matières

Table des matières.....	2
Epinglé.....	3
Introduction.....	7
I. Evolution globale des crédits culturels.....	10
I.1. Cadre d'Analyse	10
I.2. Evolution des dépenses de 1984 à 2007	11
I.2.1. Noyau dur des dépenses culturelles	11
I.2.2. Périmètre culturel des dépenses culturelles.....	12
I.3. Dépenses culturelles par rapport au nombre d'habitants.....	14
I.3.1. Noyau dur des dépenses culturelles	14
I.3.2. Périmètre culturel des dépenses culturelles.....	16
I.4. Dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire.....	18
I.4.1. Noyau dur des dépenses culturelles	19
I.4.2. Périmètre culturel des dépenses culturelles.....	20
I.5. Dépenses culturelles par rapport aux dépenses d'enseignement	22
I.5.1. Noyau dur des dépenses culturelles	23
I.5.2. Périmètre culturel des dépenses culturelles.....	24
I.6. Poids des dépenses culturelles dans l'ensemble des dépenses de la Communauté.....	26
I.6.1. Noyau dur.....	26
I.6.2. Périmètre culturel	28
II. Evolution des moyens alloués par programme.....	29
II.1. Division organique 20 : Affaires générales de la culture	30
II.1.1. Répartition par programme	30
II.2. Division organique 21 : Promotion des Arts de la scène	34
II.2.1. Répartition par programme	34
II.3. Division organique 22 : Livre.....	40
II.3.1. Répartition par programme	40
II.4. Division organique 23 : Jeunesse et Education permanente.....	44
II.4.1. Répartition par programme	44
II.5. Division organique 24 : Patrimoine et Arts plastiques	48
II.5.1. Répartition par programme	48
II.6. Division organique 25 : Audiovisuel et Multimédia.....	52
II.6.1. Répartition par programme	52
II.7. Le noyau dur des dépenses culturelles.....	57
II.8. Division organique 57 : Enseignement artistique	61
II.9. Division organique 46 : Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique..	63
II.10. Division organique 15.2 : Infrastructures culturelles.....	64
Annexe 1 : Calculs.....	
Annexe 2 : Les écoles d'architecture.....	
Annexe 3 : Périmètre culturel.....	
Liste des tableaux	69
Liste des graphiques	70

Ont collaboré à la présente publication :

Philippe Pépin, Codirecteur des recherches à l'OPC

Martine Grossé, Assistante et Comptable à l'OPC

Vanessa Mauroy, Assistante à l'OPC

Épinglé

De toutes parts est interrogée la place de la culture dans une société en pleine mutation sous l'effet de révolutions technologiques à répétition qui bousculent les usages culturels établis, d'une redéfinition à tâtons des espaces cohérents de l'action publique d'où émergent en Europe des ensembles sous-régionaux et des grandes villes, et d'une réflexion identitaire dont les considérants sont variés et qui vont de la réflexion sur la démographie, sur la gestion des espaces, ... à la réflexion sur la mixité culturelle, sur les causes et les effets de la crise économique et financière internationale, sur l'incessante recomposition des métiers induite par l'évolution technologique, ...

L'examen de l'évolution des dépenses culturelles du Ministère de la Communauté française, telle que la reconstitue cette étude pour la période allant de 1984 à 2007, laisse apparaître quelques indications significatives pour une réflexion sur l'action publique en culture.

Premier constat, les dépenses affectées à la culture ont augmenté, tant en euros courants, qu'en euros constants. Entre 1984 et 2007, ces moyens ont ainsi progressé de près de 38% en termes réels.

Cette augmentation des moyens est particulièrement perceptible depuis 2004. Se combinent à la fois tant une volonté du Gouvernement de la Communauté française d'augmenter les moyens identifiables directement aux dépenses culturelles, qu'une volonté d'augmenter les moyens indirects. Ainsi, le soutien apporté à l'emploi dans le secteur non-marchand¹ s'est révélé être un authentique ballon d'oxygène allant jusqu'à parfois inverser des tendances négatives dans le rapport entre les évolutions générales des dépenses des associations et leurs dépenses en matière de masse salariale. Ce soutien indirect devrait perdurer, en raison de la poursuite des efforts du pouvoir public².

Deuxième constat, cette augmentation des dépenses affectées à la culture est légèrement plus importante que l'augmentation générale du budget de la Communauté française, avec un taux de croissance annuel moyen de 1,07% entre 1984 et 2007, et ce, malgré les crises budgétaires enregistrées en 2003 et 2005 en particulier.

Ce « poids de la culture » doit toutefois être relativisé. Dans l'ensemble du budget de la Communauté française, les budgets affectés à la culture passent ainsi de 5,06% de l'ensemble du budget en 1984, à 5,81% en 2007, année où ce rapport est le plus favorable aux dépenses culturelles du Ministère de la Communauté française sur l'ensemble de la période sous rubrique.

¹ Décret du 17 décembre 2003 relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel et portant des dispositions diverses (MB 14/01/2004)

² Décret du 24 octobre 2008 déterminant les conditions de subventionnement de l'emploi dans les secteurs socioculturels de la Communauté française (MB 12/11/2008)

Comparativement aux dépenses en matière d'enseignement, les dépenses globales identifiées comme relevant de la culture représentent en moyenne 10% du volume des dépenses en matière d'enseignement, qui reste de loin la compétence générant le plus haut taux de dépenses du Ministère de la Communauté française.

Par ailleurs, il est à constater que le volume du noyau dur de ces dépenses culturelles a tendance à croître moins vite que le PIB de la Communauté française. Le poids relatif au sein du PIB communautaire ne cesse de diminuer lentement sur toute la période observée, passant de 0,417% en 1984 à 0,354% en 2007.

Le troisième constat porte sur la stabilité des dépenses culturelles entre sous-secteurs de la culture telle que définie par le Ministère de la Communauté française, alors que l'environnement est en mutation depuis des décennies. Ce constat appelle deux catégories d'appréciation.

La première de ces appréciations concerne la distinction faite, au sein des dépenses du Ministère de la Communauté française, entre deux grandes catégories de dépenses. Il y a d'une part les dépenses dans le secteur de l'audiovisuel et des multimédias. Il y a d'autre part les autres dépenses culturelles.

Sur l'ensemble de la période, les dépenses dans le secteur de l'audiovisuel et des multimédias sont restées prépondérantes. En 1984, elles représentaient 62% des dépenses totales du noyau dur des dépenses culturelles du Ministère de la Communauté française. Elles représentaient encore un volume de 51% de ces mêmes dépenses totales en 2007 (en euros courants).

Il faut sans doute rattacher cette importance des dépenses en audiovisuel à l'héritage historique de l'existence du monopole public sur la radiotélévision. Au sein des dépenses du Ministère en matière audiovisuelle, la part consacrée en 1984 à la seule radiotélévision représentait en effet 94,27%. En 2007, cette part relative est descendue à 87,18% du budget dédié aux matières audiovisuelles et aux multimédias, l'essentiel de cette part relative étant consacré à la RTBF.

La comparaison entre 1984 et 2007 des budgets alloués à la radiotélévision et le reste du budget du secteur audiovisuel et multimédias au sein du Ministère de la Communauté française indique une diminution de la part relative de la radiotélévision de l'ordre de 7,09%.

Ces 7,09% se retrouvent dans trois grandes catégories de dépenses qui reflètent bien la diversification des modes d'action du Ministère dans ce domaine de la culture. Ainsi, la part relative consacrée au cinéma et à la vidéo a-t-elle crû de 2,65% entre 1985 et 2007, passant d'une part relative de 5,65% en 1984 à 8,3% en 2007, reflétant ainsi la politique volontariste de la Communauté française en matière cinématographique.

Apparue en 1989 dans les budgets du Ministère de la Communauté française, l'aide à la presse représentait en 2007 une part relative de 3,36% au sein du budget total de la dotation aux matières audiovisuelles et aux multimédias.

Enfin, les « initiatives diverses », affectées pour l'essentiel aux nouveaux médias, sont passées d'une part relative de 0,07% en 1984 au sein de ce budget, à une part relative de 1,15% en 2007.

La seconde de ces appréciations concerne « les autres dépenses culturelles », c'est-à-dire – pour reprendre la terminologie interne au Ministère de la Communauté française – les centres culturels, les arts de la scène, le livre et la lecture publique, la jeunesse et l'éducation permanente, ainsi que le patrimoine culturel et les arts plastiques³. L'ensemble des interventions du Ministère de la Communauté française dans ces matières est passé, en euros courants, d'une part relative de 38% de l'ensemble du budget consacré en 1984 au noyau dur de la culture, à une part relative de 49%.

Cette différence relative de 11% entre 1984 et 2007 semble contredire le constat posé plus haut, de stabilité des formes d'intervention du Ministère dans les matières culturelles. En effet, le graphique 16 de l'étude indique que tous les secteurs de la culture ont bénéficié au moins un peu de la diminution de la part relative du secteur de l'audiovisuel et des multimédias dans l'ensemble du budget culturel du Ministère de la Communauté française.

Par ailleurs, le monopole public sur la radiotélévision a disparu et a été remplacé par un contrat de gestion entre l'opérateur public de télévision et le Gouvernement, autorisant notamment le recours à la publicité comme source de rentrées financières. Il y a une certaine corrélation entre l'estompement de l'ingérence du pouvoir public dans la radiotélévision, et la diminution relative des budgets alloués par le pouvoir public à cette même radiotélévision de service public.

Il faut remonter au « Plan Wigny »⁴ de la fin des années '60 pour comprendre les répartitions des masses budgétaires. Ce plan quinquennal était l'aboutissement d'un travail de réflexion qui souhaitait faire prévaloir la notion de « démocratie culturelle » sur celle de « démocratisation de la culture ». Sont à ranger dans la catégorie relevant plutôt de cette approche de la démocratie culturelle, le secteur des centres culturels, ainsi que ceux de la jeunesse et de l'éducation permanente.

En 1984 – première année sous rubrique dans la présente étude, le secteur de la jeunesse et de l'éducation permanente représentait 9% de l'ensemble des dépenses courantes en culture du Ministère de la Communauté française. Quant au secteur émergent des centres culturels, il représentait déjà 1,9% de ce même total, soit ensemble 10% de l'ensemble du noyau dur des dépenses culturelles, ou encore près de 23% des dépenses culturelles hors audiovisuel et multimédias.

Par comparaison et pour 1984, le secteur des arts de la scène représentait 16% de ce même total des dépenses. Quant au secteur du livre et des bibliothèques publiques, il représentait 3% de ce total. Le secteur du patrimoine culturel et des arts plastiques représentait, lui, à la même époque, 2% de ce total des dépenses du noyau dur de la culture⁵.

³ Quelques dépenses éparses sont ici négligées, car elles alourdiraient inutilement l'analyse.

⁴ « Plan quinquennal de politique culturelle », 1968, couramment appelé « Plan Wigny », du nom du Ministre de la Culture française au sein du Gouvernement Vanden Boeynants I (juin 1966-avril 1968). Voir site Internet de l'OPC : <http://www.opc.cfwb.be>

⁵ Il est vrai que le développement de ce secteur de l'administration était ralenti par les effets de la réforme institutionnelle de 1988 qui attribue les compétences des monuments et sites aux Régions et non plus aux Communautés, ainsi que le transfert de compétence sur le tourisme (Décret I et II de juillet 1993).

En 2007, les centres culturels et les secteurs de la jeunesse et de l'éducation permanente représentent respectivement 5,4% et 15% du total des dépenses du Ministère de la Communauté française pour le noyau dur de la culture ou encore, 41,6% des dépenses culturelles hors audiovisuel et multimédias.

Le secteur des arts de la scène a progressé en 2007 à 17% (+1%) du total des dépenses culturelles du Ministère de la Communauté française, tandis que le secteur du livre et des bibliothèques progressait à 4% (+1%) et le secteur du patrimoine culturel et des arts plastiques progressait à 3% (+1%).

Autrement dit, la diminution de la part relative du secteur de l'audiovisuel et des multimédias dans l'ensemble des dépenses du noyau dur des dépenses culturelles du Ministère de la Communauté française, de l'ordre de 11% du total de ces dépenses entre 1984 et 2007, a été principalement transférée vers les secteurs choisis de façon stratégique dès 1968 et les années suivantes. Les centres culturels ont vu leur part relative passer à 5,42% du total des dépenses culturelles de 2007, alors que la jeunesse et l'éducation permanente représentent désormais 15% en part relative du total de ces dépenses culturelles.

Ensemble, ces deux derniers secteurs représentent près de 21% de l'ensemble des dépenses culturelles du Ministère de la Communauté française, contre 3% aux musées et institutions associées, et 4% aux réseaux des bibliothèques publiques et du soutien à la principale filière culturelle, le secteur du livre.

Il reste enfin à souligner que la présente étude mesure les flux financiers en culture du Ministère de la Communauté française dans la mesure où les actions réalisées ou soutenues se déroulent en Communauté française. Ne font pas partie de l'analyse les flux affectés à la valorisation internationale de la culture, sinon de façon tout à fait marginale via l'action de la Direction des relations extérieures du Ministère de la Communauté française. Ceux-ci relèvent d'une institution extérieure au Ministère de la Communauté française, le C.G.R.I., devenu au 1^{er} janvier 2009 le W-B-I pour : « Wallonie-Bruxelles-International ».

Philippe PEPIN,
Codirecteur de recherches

Introduction

Le présent rapport prolonge une démarche initiée par l'Observatoire des Politiques Culturelles (OPC) du Ministère de la Communauté française, dès sa création en 2001. Nous avons en effet considéré que l'OPC se devait de reconstituer l'évolution des dépenses culturelles du Ministère sur une longue période.

Les premiers travaux menés dans cette perspective ont bénéficié de l'apport du Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne (CREW) que dirige le Professeur Robert Deschamps (Faculté des Sciences économiques, Sociales et de gestion des FUNDP), à qui l'OPC avait confié le soin d'étudier et de construire l'évolution de ces dépenses culturelles. Cette tâche avait été menée à bien, sous son regard attentif, par un chercheur du Centre, Régine Paque, qui avait établi un premier rapport couvrant la période 1981 à 2001⁶, et qui, dans une deuxième étude, prolongeait les séries par deux années supplémentaires et apportait diverses nouvelles informations. Les données étaient, à cette occasion, entrées en base de données avec l'appui d'un consultant⁷.

Précisons que l'étude initiale menée par le CREW avait pour but de créer un outil qui permette de saisir, sur une longue période, l'évolution des crédits consacrés par la Communauté française de Belgique aux domaines artistiques et culturels, et ce, au niveau des « divisions organiques », des « programmes », voire des « activités », (termes « structurant » depuis 1993 les budgets du Ministère). Comme la présentation budgétaire apparaissait nettement autre avant cette date, il s'agissait avant tout de vérifier à quelles conditions il était possible de rétroprojeter, totalement ou partiellement, la structuration actuelle des programmes sur les années de début de série. Le « passage » par les unités d'identification des crédits que sont les « allocations de base », et qui, rassemblées, forment un programme, était donc un passage obligé dans le cadre de cette vérification. Il s'agissait également d'étudier l'évolution des séries ainsi constituées et de les référer à des données « externes » (PIB communautaire, population, etc.), afin de construire des ratios et indicateurs pertinents.

La première étude⁸ faisait démarrer les séries chronologiques en 1981. A l'examen, il est apparu qu'il n'était pas suffisamment assuré que les données des trois premières années des séries couvrent un périmètre similaire aux données des années suivantes. Les montants reconstitués pour ces premières années présentent des incohérences dues à certaines approximations faites, faute de mieux, lors du reclassement des données. C'est la raison pour laquelle il sera décidé, dorénavant, de faire démarrer les séries à partir de l'année 1984.

⁶ Donnant lieu à la publication suivante : Régine Paque, Michel Jaumain, 1981-2001, Evolution des dépenses culturelles de la Communauté française, Ministère de la Communauté française, 2003

⁷ Jean-Louis Lamotte, Socomine.

⁸ Régine Paque, Michel Jaumain, op. cit.

Précisons également que les données présentées ici (1984 à 2007) sont organisées sur le modèle du budget 2007 de la Communauté française, en termes de divisions organiques (DO) et de programmes. En effet, pour opérer des comparaisons et calculer des croissances dans le temps, il est indispensable de reconstituer des blocs de DO et programmes homogènes et similaires sur la période considérée, et cela en choisissant une année de référence. Il s'ensuit des « glissements » d'allocations de base ou de programmes d'une DO à une autre, qui font que l'on ne retrouve pas à l'identique, avant 2005, les montants historiques des DO ou programmes – tandis que le périmètre global des dépenses culturelles reste identique dans l'approche historique pratiquée dans la présente étude.

Le Service de la Recherche⁹ du Ministère établit des séries relatives aux dépenses culturelles de tous les niveaux de pouvoir en Belgique depuis 1995 jusqu'à aujourd'hui, en ce compris, comme il se doit, l'évolution des dépenses culturelles du Ministère de la Communauté française. A cet égard, ce Service et l'OPC ont décidé de coordonner leurs travaux respectifs en fixant un paramètre similaire pour ces dernières dépenses, ce qui n'était pas le cas précédemment.

Détermination du périmètre

Ce périmètre est divisé en deux parties, basées sur les intitulés et contenus effectifs des « activités » du budget. Ainsi, toute activité dont l'objet est strictement ou majoritairement culturel est reprise dans le périmètre. Nous retrouvons :

Le « **noyau dur** », qui est constitué des DO exclusivement consacrées aux matières culturelles, à savoir¹⁰ :

- les affaires générales de la culture (DO 20) ;
- les arts de la scène (DO 21) ;
- le livre (DO 22) ;
- l'éducation permanente et la jeunesse (DO 23) ;
- le patrimoine culturel et les arts plastiques (DO 24) ;
- l'audiovisuel et les multimédias (DO 25).

Le « **périmètre culturel** » proprement dit, qui reprend, outre le noyau dur :

- les infrastructures culturelles (DO 15) ;
- l'Académie Royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts de Belgique (DO 46) ;
- l'enseignement artistique (DO 57) ;
- les écoles d'architecture (DO 55).

⁹ Que Jean-Claude Torfs pilote au sein du Secrétariat Général.

¹⁰ L'Annexe 3 fournit le détail (par DO et par programme) de ce périmètre.

Ainsi que les activités suivantes :

- le personnel des établissements culturels extérieurs ;
- les services rattachés aux Affaires générales du Secrétariat général (DO 11) :
 - Cinémathèque ;
 - Observatoire des Politiques culturelles ;
 - Conseil de l'éducation aux médias ;
 - Information, promotion, rayonnement de la langue et de la culture française de la Communauté française ;
- les relations internationales et les actions du fonds social européen (DO 14) ;
- la Loterie nationale (DO 10).

Le présent rapport se divise en deux parties. La première a pour objectif de représenter l'évolution globale des dépenses culturelles, pour le noyau dur (les divisions organiques exclusivement consacrées à la culture) et le périmètre élargi (l'ensemble des dépenses liées à des activités dont l'objet est strictement ou majoritairement culturel). La seconde partie, quant à elle, propose de passer en revue, de manière plus détaillée, l'évolution des principales composantes du périmètre culturel, par DO et par programme.

I. Evolution globale des crédits culturels

I.1. Cadre d'Analyse

Cette première partie montre l'évolution des dépenses culturelles par année, selon le noyau dur et le périmètre élargi. Rappelons que ces trois périmètres ont été déterminés d'un commun accord par le Service de la Recherche du Ministère et l'Observatoire des Politiques Culturelles (OPC).

Pour chaque périmètre, différents ratios ont été calculés afin de pouvoir observer l'évolution des dépenses culturelles par rapport à quelques grandeurs économiques et démographiques.

- l'évolution des dépenses totales en euros courants et constants (en base 2007) ;
- les dépenses (en euros constants) par habitant de la Communauté française ;
- les dépenses en fonction du Produit Intérieur Brut (PIB) estimé de la Communauté française ;
- les dépenses de culture par rapport aux dépenses d'enseignement en Communauté française ;
- le poids de la culture dans l'ensemble du budget communautaire¹¹.

Le taux de croissance annuel (tca) de ces différents ratios a été également calculé.

Pour permettre une analyse plus fine des données, le taux de croissance annuel moyen (tcam) a lui aussi été calculé (cf. Annexe).

A comparer à ce taux annuel moyen, nous avons également calculé la moyenne arithmétique des taux de croissance annuels ainsi que la variance de cette série de données.

Afin d'éviter les maladresses de lecture, précisons encore que la croissance d'une grandeur se décrit comme le quotient de la grandeur au temps j par cette même grandeur au temps initial. Ainsi la valeur 100, qui devient 200 au temps j , connaît une croissance de 2 (elle double). En terme relatif (croissance globale en pourcentage), sa progression est de 100 %.

¹¹ Ce rapport est uniquement calculé pour les années 1994 à 2007. En effet, à partir de 1994, les compétences à charge de la Communauté française n'ont plus connu de changement.

I.2. Evolution des dépenses de 1984 à 2007

I.2.1. Noyau dur des dépenses culturelles

Tableau 1. Evolution des crédits alloués à la culture de 1984 à 2007, selon le noyau dur

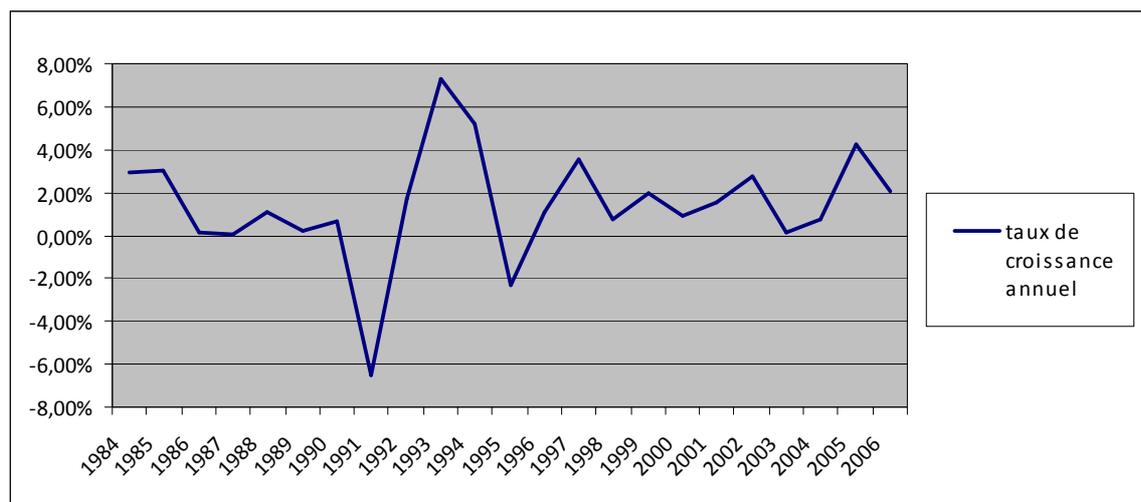
	En euros courants	Taux de croissance annuel nominal	Indice des prix à la consommation (IPC)	En euros constants (base 2007)	tca réel
1984	197.677.733		60,92	324.491.317	
1985	213.394.183	7,95%	63,89	334.027.248	2,93%
1986	222.737.290	4,38%	64,71	344.196.888	3,06%
1987	226.425.946	1,66%	65,72	344.544.893	0,09%
1988	229.108.153	1,18%	66,48	344.625.439	0,03%
1989	238.723.943	4,20%	68,55	348.268.659	1,05%
1990	247.415.090	3,64%	70,91	348.916.252	0,19%
1991	256.934.202	3,85%	73,19	351.053.097	0,61%
1992	246.080.184	-4,22%	74,97	328.253.242	-6,50%
1993	257.194.490	4,52%	77,03	333.882.384	1,72%
1994	282.536.645	9,85%	78,86	358.262.969	7,30%
1995	301.726.083	6,79%	80,02	377.060.515	5,24%
1996	300.798.961	-0,31%	81,67	368.299.485	-2,32%
1997	308.989.363	2,72%	83,00	372.269.316	1,08%
1998	323.012.700	4,54%	83,79	385.488.478	3,58%
1999	329.120.796	1,89%	84,73	388.430.498	0,76%
2000	344.272.048	4,60%	86,89	396.223.285	2,01%
2001	355.893.297	3,38%	89,04	399.720.026	0,88%
2002	367.382.000	3,23%	90,50	405.951.880	1,53%
2003	383.616.000	4,42%	91,94	417.250.460	2,78%
2004	392.086.000	2,21%	93,87	417.706.247	0,11%
2005	405.910.000	3,53%	96,48	420.725.715	0,73%
2006	430.540.000	6,07%	98,21	438.407.221	4,20%
2007	447.561.000	3,95%	100,00	447.561.000	2,09%
1984-2005	7.309.136.106	126,41%		8.995.616.514	37,93%
Tcam		3,62%	2,18%		1,41%
moyenne des tca		3,65%			1,44%
variance		0,08%			0,07%

Source : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En termes courants, les dépenses culturelles connaissent une augmentation de 126,41 % au cours de la période considérée. Elles ont donc plus que doublé. En euros constants, elles ont été multipliées par 1,38.

Le taux de croissance annuel quant à lui est négatif à deux reprises sur la période 1984-2007, à savoir en 1992 et 1996. Le taux de croissance annuel moyen des dépenses exprimées en euros courants est de 3,62%. En euros constants, il est de 1,41 %. La variance est faible sur la série considérée.

Graphique 1. Taux de croissance annuel des dépenses de culture (noyau dur), en euros constants de 1984 à 2007



Sources : Données budgétaires de la Communauté française et OPC.

I.2.2. Périmètre culturel des dépenses culturelles

Tableau 2. Evolution des crédits alloués à la culture de 1984 à 2007, selon le périmètre culturel

	En euros courants	Taux de croissance annuel nominal	IPC	En euros constants (base 2007)	Taux de croissance annuel réel
1984	270.198.984		60,92	443.530.834	
1985	289.229.770	7,04%	63,89	452.699.593	2,07%
1986	299.827.218	3,66%	64,71	463.339.852	2,34%
1987	303.091.976	1,09%	65,72	461.186.817	-0,46%
1988	312.318.573	3,04%	66,48	469.793.281	1,86%
1989	325.833.728	4,33%	68,55	475.322.725	1,18%
1990	336.386.555	3,24%	70,91	474.385.214	-0,20%
1991	351.738.601	4,56%	73,19	480.582.868	1,31%
1992	348.088.369	-1,04%	74,97	464.303.547	-3,38%
1993	364.822.421	4,81%	77,03	473.610.829	2,00%
1994	395.291.015	8,35%	78,86	501.256.676	5,84%
1995	415.843.867	5,20%	80,02	519.674.915	3,68%
1996	416.322.301	0,12%	81,67	509.761.603	-1,91%
1997	437.259.388	5,03%	83,00	526.818.540	3,35%
1998	454.346.689	3,91%	83,79	542.244.527	2,93%
1999	463.769.122	2,07%	84,73	547.349.371	0,94%
2000	485.906.014	4,77%	86,89	559.219.719	2,17%
2001	505.851.527	4,10%	89,04	568.117.168	1,59%
2002	515.344.000	1,88%	90,50	569.440.884	0,23%
2003	538.650.000	4,52%	91,94	585.871.220	2,89%
2004	551.576.000	2,40%	93,87	587.595.611	0,30%
2005	573.523.000	3,98%	96,48	594.447.554	1,16%
2006	600.555.000	4,71%	98,21	611.500.865	2,87%
2007	620.367.000	3,30%	100,00	620.367.000	1,45%
1984-2007	10.176.141.118	129,60%		12.502.421.212	39,87%
tcam		3,68%	2,18%		1,47%
moyenne des tca		3,70%			1,49%
variance		0,04%			0,04%

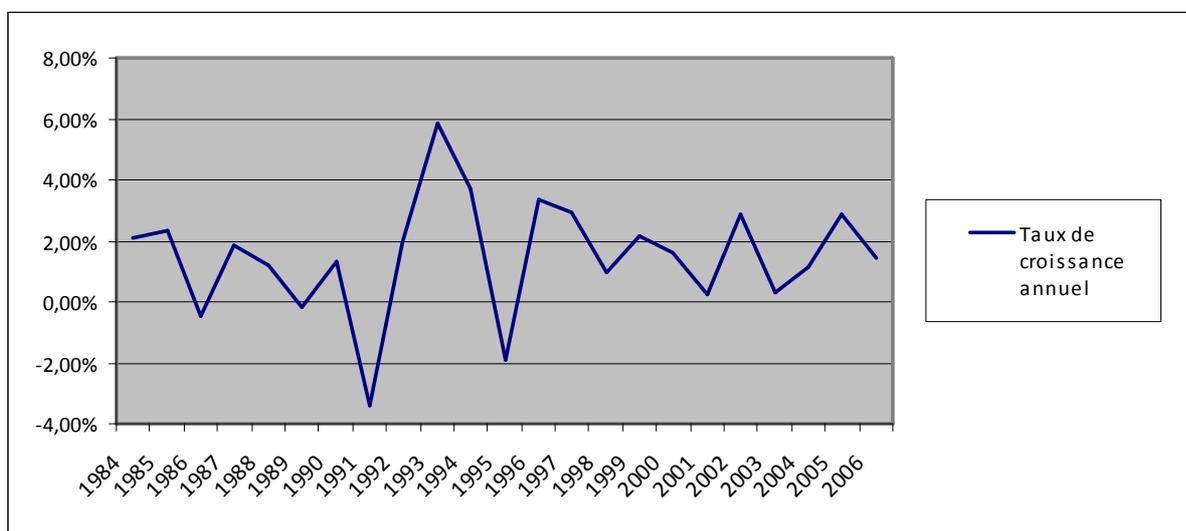
Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Lorsqu'on prend en compte le périmètre culturel des dépenses culturelles, on observe des valeurs supérieures de montants des dépenses culturelles, aussi bien en euros courants qu'en euros constants. On observe également des taux de croissance supérieurs.

Les taux de croissance annuels réels des années 1987, 1990 et 1996 sont négatifs, ce qui diffère des valeurs observées pour le « noyau dur » pour lequel les années 1987 et 1990 montrent un taux de croissance positif.

Le taux de croissance annuel moyen est de 3,68 % en termes courants et de 1,47 % en termes constants, soit deux valeurs légèrement supérieures aux taux de croissance annuels moyens du « noyau dur ». Cela suppose donc que les dépenses de certaines divisions organiques qui ne font pas partie du « noyau dur » ont une croissance supérieure à la croissance moyenne des dépenses des divisions organiques du « noyau dur ».

Graphique 2. Taux de croissance annuel des dépenses de culture (périmètre culturel), en euros constants de 1984 à 2007



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

I.3. Dépenses culturelles par rapport au nombre d'habitants

Le nombre exact d'habitants de la Communauté française n'est pas connu. Celui-ci a donc été estimé comme étant égal à la population de la Région wallonne, augmentée de 80% de la population de la Région bruxelloise¹² et diminuée de la population de la Communauté germanophone, sur base des données disponibles en la matière auprès de l'Institut National de Statistiques.

Nous rapportons les dépenses d'une année au nombre d'habitants en date du premier janvier de la même année.

I.3.1. Noyau dur des dépenses culturelles

Tableau 3. Evolution des dépenses culturelles (noyau dur) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2007

	Nombre d'habitants	Taux de croissance annuel	En euros courants	Taux de croissance annuel nominal	En euros constants (base 2007)	Taux de croissance annuel réel
1984	3.928.009		50,3		82,6	
1985	3.925.585	-0,06%	54,4	8,02%	85,1	3,00%
1986	3.920.949	-0,12%	56,8	4,50%	87,8	3,18%
1987	3.917.977	-0,08%	57,8	1,73%	87,9	0,17%
1988	3.918.986	0,03%	58,5	1,16%	87,9	0,00%
1989	3.944.436	0,65%	60,5	3,52%	88,3	0,40%
1990	3.948.162	0,09%	62,7	3,54%	88,4	0,10%
1991	3.959.470	0,29%	64,9	3,55%	88,7	0,33%
1992	3.968.713	0,23%	62,0	-4,45%	82,7	-6,72%
1993	3.985.152	0,41%	64,5	4,09%	83,8	1,30%
1994	3.995.054	0,25%	70,7	9,58%	89,7	7,04%
1995	4.005.191	0,25%	75,3	6,52%	94,1	4,98%
1996	4.003.628	-0,04%	75,1	-0,27%	92,0	-2,28%
1997	4.011.580	0,20%	77,0	2,52%	92,8	0,88%
1998	4.019.128	0,19%	80,4	4,37%	95,9	3,38%
1999	4.025.550	0,16%	81,8	1,73%	96,5	0,60%
2000	4.036.139	0,26%	85,3	4,33%	98,2	1,74%
2001	4.046.945	0,27%	87,9	3,10%	98,8	0,61%
2002	4.069.980	0,57%	90,3	2,61%	99,7	0,96%
2003	4.090.312	0,50%	93,8	3,90%	102,0	2,27%
2004	4.108.518	0,45%	95,4	1,76%	101,7	-0,34%
2005	4.128.829	0,49%	98,3	3,02%	101,9	0,23%
2006	4.155.902	0,66%	103,6	5,38%	105,5	3,52%
2007	4.187.176	0,75%	106,9	3,18%	106,9	1,33%
1984-2007		6,60%		112,40%		29,39%
moyenne			75,597		93,289	
tcam				3,33%		1,13%
moyenne des tca				3,36%		1,16%
variance				0,08%		0,07%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

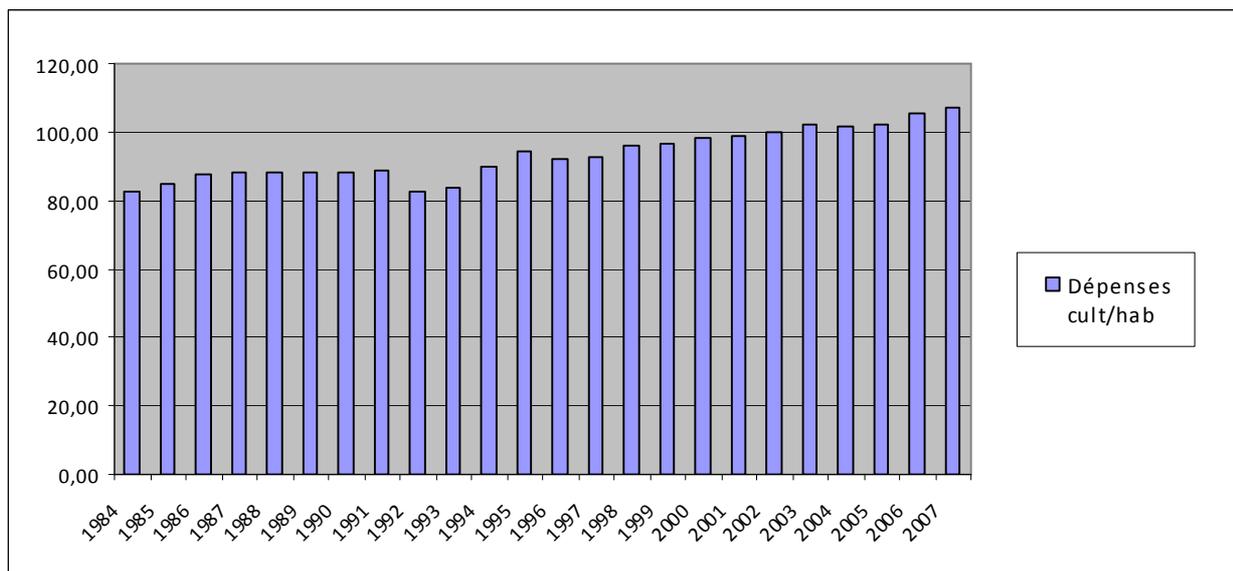
¹² Il s'agit de la clé institutionnelle appliquée à la Région bruxelloise : 80% de francophones et 20% de néerlandophones.

Selon l'univers de la culture retenu ici, la Communauté française a dépensé 106,9 euros par habitant, pour soutenir la culture en 2007.

Pour la période considérée (1984-2007), le taux de croissance moyen des dépenses culturelles par habitant est inférieur au taux de croissance annuel moyen des dépenses culturelles (1,13% au lieu de 1,41%).

Les dépenses culturelles par habitant en euros constants sont en diminution pour les années 1992 et 1996, ce qui correspond aux années pour lesquelles ont avait déjà pu observer des taux de croissance négatifs des dépenses culturelles mais également pour l'année 2004 qui connaît un taux de croissance annuel négatif (-0,34%), inférieur à la croissance de la population (0,45%).

Graphique 3. Evolution des dépenses culturelles (noyau dur) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2007



Sources : Données budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

I.3.2. Périmètre culturel des dépenses culturelles

Tableau 4. Evolution des dépenses culturelles (périmètre culturel) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2007

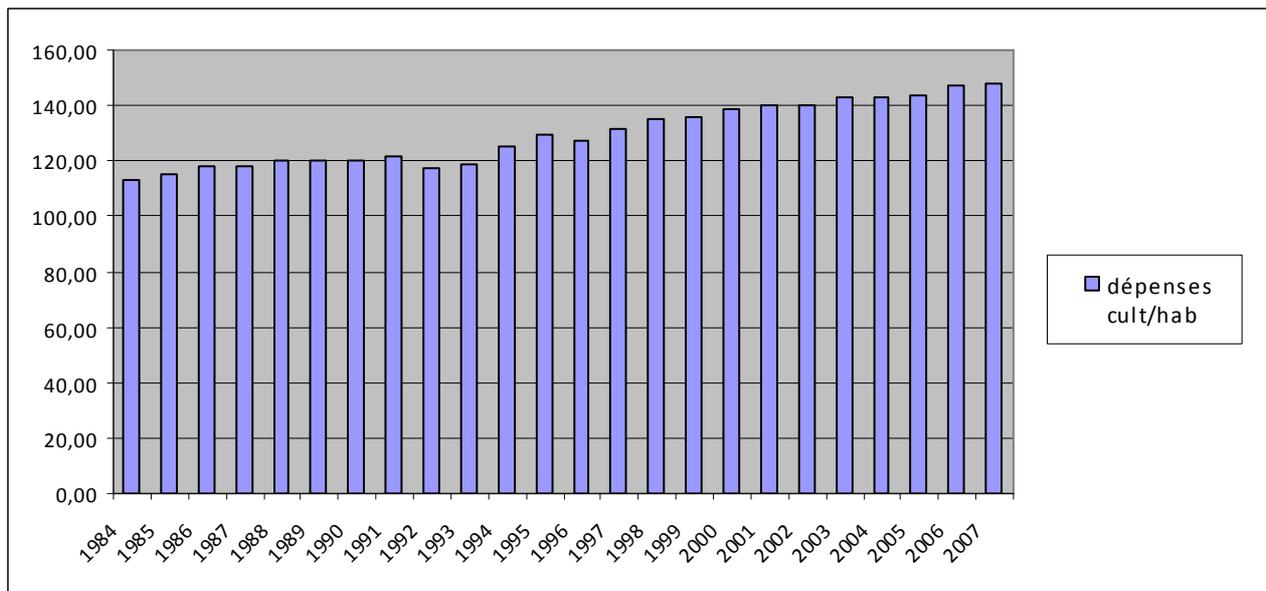
	Nombre d'habitants	En euros courants	tca nominal	En euros constants (base 2007)	tca réel
1984	3.928.009	68,79		112,92	
1985	3.925.585	73,68	7,11%	115,33	2,14%
1986	3.920.949	76,47	3,79%	118,17	2,46%
1987	3.917.977	77,36	1,17%	117,72	-0,38%
1988	3.918.986	79,69	3,02%	119,88	1,84%
1989	3.944.436	82,61	3,65%	120,51	0,53%
1990	3.948.162	85,20	3,14%	120,15	-0,30%
1991	3.959.470	88,83	4,27%	121,38	1,02%
1992	3.968.713	87,71	-1,27%	117,00	-3,61%
1993	3.985.152	91,55	4,38%	118,84	1,58%
1994	3.995.054	98,95	8,08%	125,46	5,57%
1995	4.005.191	103,83	4,93%	129,75	3,42%
1996	4.003.628	103,99	0,15%	127,32	-1,87%
1997	4.011.580	109,00	4,82%	131,32	3,14%
1998	4.019.128	113,05	3,71%	134,91	2,73%
1999	4.025.550	115,21	1,91%	135,97	0,78%
2000	4.036.139	120,39	4,50%	138,56	1,90%
2001	4.046.945	125,00	3,83%	140,39	1,32%
2002	4.069.980	126,62	1,30%	139,91	-0,34%
2003	4.090.312	131,69	4,00%	143,24	2,37%
2004	4.108.518	134,25	1,95%	143,02	-0,15%
2005	4.128.829	138,91	3,47%	143,98	0,67%
2006	4.155.902	144,51	4,03%	147,15	2,20%
2007	4.187.176	148,16	2,53%	148,16	0,69%
1984-2007			115,39%		31,21%
tcam			3,39%		1,19%
moyenne des tca			3,41%		1,21%
variance			0,04%		0,04%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Selon le périmètre culturel des dépenses culturelles, on observe que les moyens octroyés à la culture sont, en 2007, de 148,16 euros par habitant, soit supérieurs de 41,26 euros par habitant, par rapport aux montants obtenus pour le « noyau dur ». Il s'agit là d'une différence appréciable.

Le taux de croissance moyen est de 1,19%, ce qui est supérieur à la valeur correspondante observée pour le « noyau dur ».

Graphique 4. Evolution des dépenses culturelles (périmètre culturel) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2007



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

I.4. Dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire

Le PIB communautaire n'étant pas calculé par l'Institut des Comptes Nationaux (ICN), le CREW a proposé une méthode d'estimation de celui-ci sur base des PIB régionaux qui eux, sont disponibles auprès de l'ICN, méthode que nous reprenons ici.

Le calcul des PIB régionaux s'effectue sur base de quatre unités territoriales : la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et une unité extra-régionale. Entre dans cette dernière catégorie, la production économique belge produite en dehors du territoire géographique de la Belgique. Sont ici couvertes les forces belges en Allemagne, les enseignants en Allemagne et les ambassades belges à l'étranger.

Dans le total du PIB, la part de cette unité extra-régionale est de 0,1% pour 1996 et les années suivantes¹³. Les PIB régionaux calculés dans le module macro-économique développé au sein du CREW intègrent la composante extra-régionale qui est ventilée entre les régions au prorata de leur part de PIB calculée en dehors de cette composante.

Le PIB communautaire a donc été estimé comme suit, sur base des PIB régionaux :

$$PIB_{CF} = PIB_{RW} + 80\% * PIB_{RB} - \left(\frac{pop_{CG}}{pop_{RW}} \right) * PIB_{RW}$$

Afin d'être cohérent avec l'estimation retenue pour la population, une partie du PIB de la Région wallonne (RW) correspondant à la part de la population de la Communauté germanophone (CG) dans la population de la Région wallonne a été retirée¹⁴.

Depuis 1995, les PIB régionaux sont calculés par l'ICN sur base de la méthodologie SEC 95¹⁵ alors qu'auparavant, ce calcul était fait sur base du SEC 79. L'ICN n'a pas publié de rétrapolations SEC 95 des agrégats régionaux. Les séries régionales entre 1984 et 1994 doivent donc être estimées. Les rétrapolations effectuées au sein du Centre de Recherches sur l'Economie Wallonne consistent à appliquer rétrospectivement les taux de croissance des séries nominales connues en SEC 79¹⁶ à la première valeur en SEC 95 publiée par l'ICN¹⁷.

¹³ En 1995, l'unité extra-régionale représentait 0,2% du PIB du royaume.

¹⁴ Entre 1981 et 2003, la population germanophone représente de 2,01 % à 2,12 % de la population wallonne.

¹⁵ Système Européen des Comptes nationaux et régionaux.

¹⁶ En SEC 79, taux de croissance régionaux entre 1981 et 1994 issus des *Comptes régionaux 1975-1997* et disponibles sur le site Belgostat.be.

¹⁷ Cette rétrapolation reproduit donc les évolutions régionales observées dans les anciennes publications de l'ICN dans la structure présentée dans la nouvelle publication. Ceci implique l'hypothèse que le passage à la nouvelle publication (adoption des concepts SEC 95 et autres modifications méthodologiques introduites par l'ICN) n'affecte pas la statistique de la croissance régionale.

I.4.1. Noyau dur des dépenses culturelles

Tableau 5. Evolution des dépenses culturelles (noyau dur) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2007

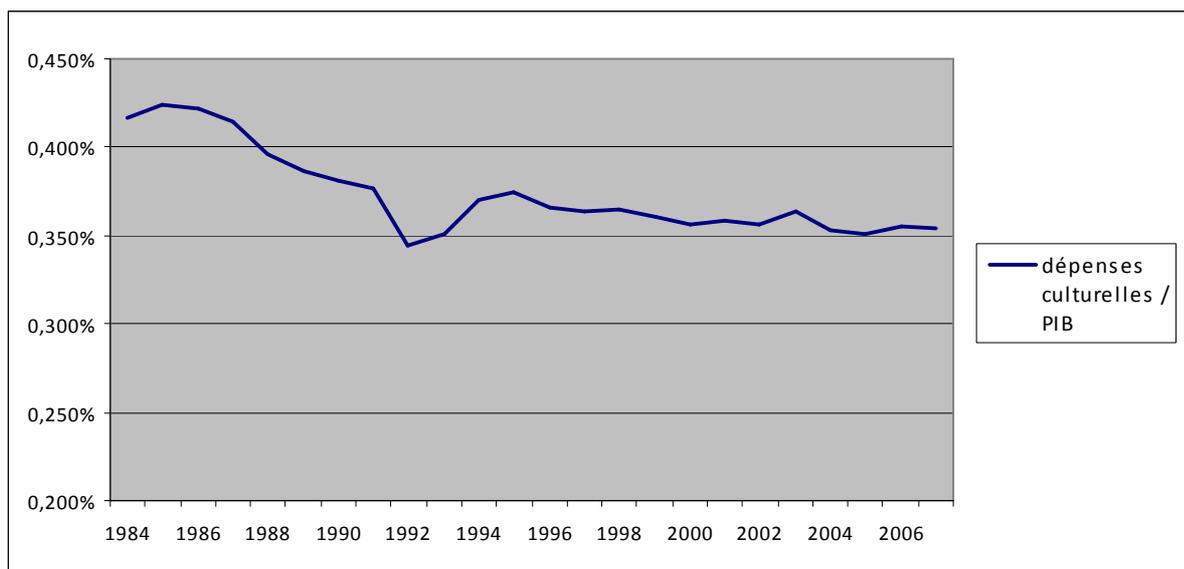
	dépenses culturelles (en euros courants)	Estimation du PIB (en euros courants)	Dépenses culturelles/PIB	Taux de croissance annuel*
1984	197.677.733	47.426.498.319	0,417%	
1985	213.394.183	50.331.142.789	0,424%	1,72%
1986	222.737.290	52.809.354.538	0,422%	-0,52%
1987	226.425.946	54.661.007.848	0,414%	-1,79%
1988	229.108.153	57.820.509.995	0,396%	-4,34%
1989	238.723.943	61.855.301.936	0,386%	-2,60%
1990	247.415.090	64.842.680.114	0,382%	-1,13%
1991	256.934.202	68.219.960.985	0,377%	-1,29%
1992	246.080.184	71.558.434.234	0,344%	-8,69%
1993	257.194.490	73.314.687.385	0,351%	2,01%
1994	282.536.645	76.407.696.575	0,370%	5,41%
1995	301.726.083	80.661.951.234	0,374%	1,16%
1996	300.798.961	82.195.087.570	0,366%	-2,17%
1997	308.989.363	84.944.849.344	0,364%	-0,60%
1998	323.012.700	88.548.381.845	0,365%	0,28%
1999	329.120.796	91.438.434.953	0,360%	-1,33%
2000	344.272.048	96.573.448.937	0,356%	-0,96%
2001	355.893.297	99.461.913.700	0,358%	0,37%
2002	367.382.000	102.973.748.699	0,357%	-0,29%
2003	383.616.000	105.361.624.197	0,364%	2,05%
2004	392.086.000	110.986.238.089	0,353%	-2,97%
2005	405.910.000	115.725.440.000	0,351%	-0,71%
2006	430.540.000	121.253.005.000	0,355%	1,23%
2007	447.561.000	126.440.704.000	0,354%	-0,31%
1984-2007				-15,08%
tcam				-0,71%
moyenne des tca				-0,67%
variance				0,07%

* Nous travaillons sur base des données en euros courants. Comme nous calculons le taux de croissance d'un rapport entre deux valeurs, celui-ci est le même, que nous le calculions en termes nominaux ou en termes réels.

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, calculs OPC ; Comptes régionaux, Agrégats par branche d'activité 1995-1999, ICN (aussi disponible sur site Internet de la Banque nationale de Belgique).

Sur la période allant de 1984 à 2007, les dépenses culturelles du « noyau dur » varient dans une fourchette de 0,354% (en 2007) à 0,417% (en 1984) du PIB communautaire, et s'établissent en moyenne à 0,374 % de ce même PIB. Selon les estimations proposées, le ratio des dépenses culturelles par rapport au PIB communautaire serait en baisse sur pratiquement toute la période. En d'autres termes, les dépenses culturelles croissent moins vite que le PIB de la Communauté française.

Graphique 5. Evolution des dépenses culturelles (noyau dur) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2007

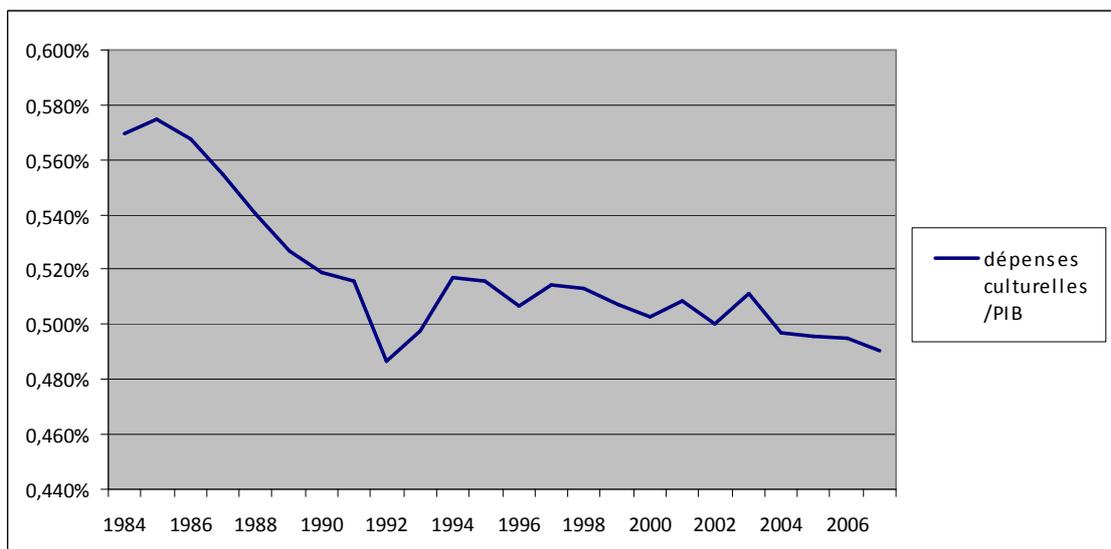


Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

I.4.2. Périmètre culturel des dépenses culturelles

En élargissant le noyau dur au périmètre culturel, ce même ratio est compris entre 0,486% (en 1992) et 0,575% (en 1985). D'année en année, on observe que ce ratio diminue à un rythme annuel moyen de 0,71%. La croissance des dépenses culturelles est donc inférieure à celle du PIB communautaire.

Graphique 6. Evolution des dépenses culturelles (périmètre élargi) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2007



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

Tableau 6. Evolution des dépenses culturelles (périmètre culturel) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2007

	Dépenses culturelles (en euros courant)	Estimation du PIB (en euros courants)	Dépenses culturelles/PIB	Taux de croissance annuel*
1984	270.198.984	47.426.498	0,570%	
1985	289.229.770	50.331.143	0,575%	0,87%
1986	299.827.218	52.809.355	0,568%	-1,20%
1987	303.091.976	54.661.008	0,554%	-2,34%
1988	312.318.573	57.820.510	0,540%	-2,59%
1989	325.833.728	61.855.302	0,527%	-2,48%
1990	336.386.555	64.842.680	0,519%	-1,52%
1991	351.738.601	68.219.961	0,516%	-0,61%
1992	348.088.369	71.558.434	0,486%	-5,65%
1993	364.822.421	73.314.687	0,498%	2,30%
1994	395.291.015	76.407.697	0,517%	3,97%
1995	415.843.867	80.661.951	0,516%	-0,35%
1996	416.322.301	82.195.088	0,507%	-1,75%
1997	437.259.388	84.944.849	0,515%	1,63%
1998	454.346.689	88.548.382	0,513%	-0,32%
1999	463.769.122	91.438.435	0,507%	-1,15%
2000	485.906.014	96.573.449	0,503%	-0,80%
2001	505.851.527	99.461.914	0,509%	1,08%
2002	515.344.000	102.973.749	0,500%	-1,60%
2003	538.650.000	105.361.624	0,511%	2,15%
2004	551.576.000	110.986.238	0,497%	-2,79%
2005	573.523.000	115.725.440	0,496%	-0,28%
2006	600.555.000	121.253.005	0,495%	-0,06%
2007	620.367.000	126.440.704	0,491%	-0,94%
1984-2007				-13,88%
tcam				-0,65%
moyenne des tca				-0,63%
variance				0,04%

* Nous travaillons sur base des données en euros courants. Comme nous calculons le taux de croissance d'un rapport entre deux valeurs, celui-ci est le même, que nous le calculions en termes nominaux ou en termes réels.

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, calculs OPC ; Comptes régionaux, Agrégats par branche d'activité 1995-1999, ICN (aussi disponible sur site Internet de la Banque nationale de Belgique).

I.5. Dépenses culturelles par rapport aux dépenses d'enseignement

On sait que sur la période passée en revue, la Communauté française a connu d'importantes évolutions dans l'attribution (ou l'exercice) de ses compétences, qui ne sont pas sans influencer sur sa « masse » budgétaire globale. Tenter d'observer la part prise par les dépenses culturelles dans les dépenses totales de la Communauté française durant cette période apparaît donc délicat¹⁸. Il est par contre apparu plus réaliste de comparer les dépenses culturelles à celles consacrées à l'enseignement.

Avant la communautarisation de l'enseignement (1989), la matière était gérée au niveau national et se traduisait sous forme de deux budgets : l'un était consacré à l'enseignement en régime francophone, et l'autre à l'enseignement néerlandophone. Pour procéder à la confrontation des sous-ensembles « Culture » et « Enseignement », ont été inventoriés les totaux des dépenses de l'éducation nationale (régime francophone) pour la période 1981 – 1988. La suite de la série (1989 – 2007) provient de la base de données du Ministère.

Comme l'univers budgétaire de l'enseignement a été lui-même modifié à plusieurs reprises entre 1981 et 2007¹⁹, nous n'avons pris en considération que les dépenses de l'enseignement fondamental, secondaire, spécial, universitaire, supérieur non universitaire, de promotion sociale et à distance, l'enseignement artistique étant rangé, pour sa part, dans le périmètre culturel, tel que défini au début du chapitre.

Il faut signaler que les écoles d'architectures sont aujourd'hui rattachées à la DO 57 (enseignement artistique) et qu'on a pu les y rétroprojeter à partir de 1997. Il n'a pas été possible de retrouver les montants des trois écoles d'architecture financées par la Communauté française avant cette date. Les montants correspondants ont donc été retirés du montant total des dépenses d'Enseignement à partir de 1997 et réinjectés dans la DO 55 (enseignement supérieur hors université et hautes écoles)²⁰.

¹⁸ Nous le ferons tout de même pour les années 1994 à 2007 dans la section suivante.

¹⁹ Citons par exemple l'inspection médicale scolaire. Pour certaines années, cette matière se trouve dans le budget de l'enseignement alors que pour d'autres elle fait partie des dépenses de santé.

²⁰ Le détail de la part des dépenses des écoles d'architecture dans les dépenses d'enseignement se trouve en annexe 2 du présent document.

I.5.1. Noyau dur des dépenses culturelles

Tableau 7. Evolution des dépenses culturelles (noyau dur) et des dépenses d'enseignement de 1984 à 2007

	en euros courants			Part de culture dans les dépenses de culture et d'enseignement	Taux de croissance annuel
	Dépenses de culture	Dépenses d'enseignement	Dépenses de culture et d'enseignement		
1984	197.677.733	2.709.828.235	2.907.505.968	6,80%	
1985	213.394.183	2.882.134.066	3.095.528.249	6,89%	1,39%
1986	222.737.290	2.925.009.730	3.147.747.020	7,08%	2,65%
1987	226.425.946	2.865.364.069	3.091.790.014	7,32%	3,50%
1988	229.108.153	2.906.593.720	3.135.701.873	7,31%	-0,23%
1989	238.723.943	3.110.161.403	3.348.885.347	7,13%	-2,44%
1990	247.415.090	3.220.967.330	3.468.382.420	7,13%	0,07%
1991	256.934.202	3.421.193.409	3.678.127.611	6,99%	-2,07%
1992	246.080.184	3.586.865.609	3.832.945.793	6,42%	-8,09%
1993	257.194.490	3.799.191.371	4.056.385.861	6,34%	-1,24%
1994	282.536.645	3.936.794.588	4.219.331.233	6,70%	5,61%
1995	301.726.083	3.948.636.462	4.250.362.544	7,10%	6,01%
1996	300.798.961	3.891.105.332	4.191.904.293	7,18%	1,08%
1997	308.989.363	3.987.349.993	4.296.339.356	7,19%	0,23%
1998	323.012.700	3.979.811.551	4.302.824.251	7,51%	4,38%
1999	329.120.796	4.087.444.441	4.416.565.237	7,45%	-0,73%
2000	344.272.048	4.183.835.359	4.528.107.407	7,61%	2,03%
2001	355.893.297	4.332.120.308	4.688.013.604	7,59%	-0,15%
2002	367.382.000	4.429.554.000	4.796.936.000	7,66%	0,88%
2003	383.616.000	4.540.229.000	4.923.845.000	7,79%	1,73%
2004	392.086.000	4.697.910.000	5.089.996.000	7,70%	-1,13%
2005	405.910.000	4.956.572.000	5.362.482.000	7,57%	-1,73%
2006	430.540.000	5.128.805.000	5.559.345.000	7,74%	2,31%
2007	447.561.000	5.281.563.000	5.729.124.000	7,81%	0,87%
1984-2007	7.309.136.106	92.809.039.977	100.118.176.082	7,25%	14,90%
tcam		2,94%		2,99%	0,61%
moyenne arithmétique des tca				7,25%	0,65%
variance					0,09%

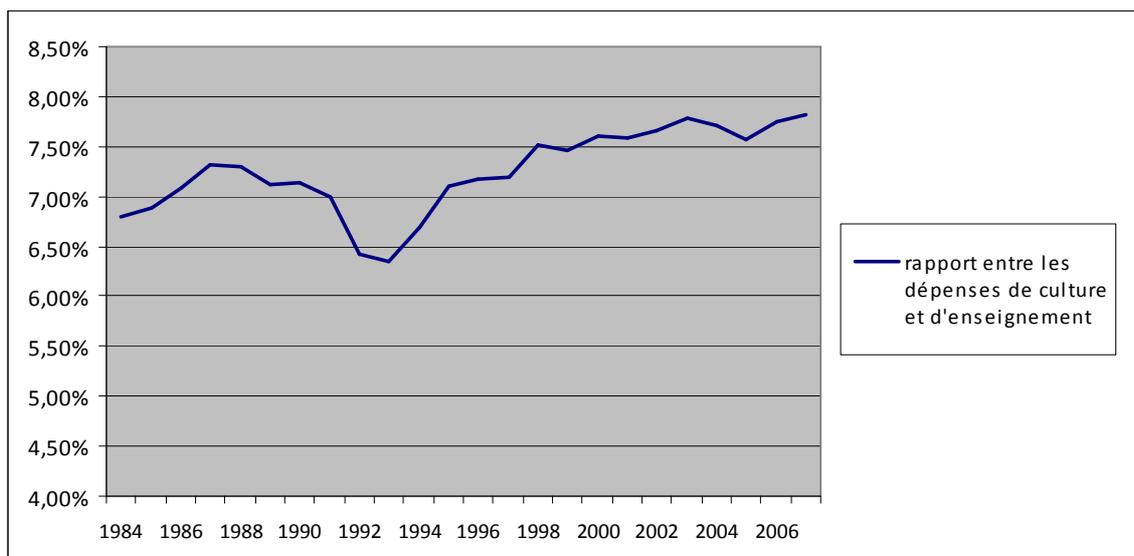
Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, Moniteur Belge (3/02/1983, 2/08/1983, 5/08/1983, 14/12/1983, 9/08/1984, 10/10/1985, 6/08/1988, 19/08/1988, 20/08/1988, 11/02/1989, 4/01/1990, 9/01/1990), calculs OPC.

La part de la culture dans le total des dépenses de culture et d'enseignement représente en moyenne 7,25% entre 1984 et 2007. Elle est en légère augmentation : 6,80% en 1984 et 7,81% en 2007. Par ailleurs, le taux de croissance annuel moyen du périmètre des dépenses culturelles présentées ici s'élève en effet à 2,99 %, tandis que celui des dépenses d'enseignement est de 2,94 %.

A neuf reprises entre 1984 et 2007, le taux de croissance annuel de la part de la culture dans l'ensemble composé des dépenses de culture et d'enseignement de la Communauté française est négatif.

Alors que le ratio calculé est en baisse de 1989 à 1993, il est vraisemblable que l'augmentation de la part de la culture qui se dessine à partir de 1994 est principalement expliquée par les mesures de rationalisation prises en matière d'enseignement à cette époque.

Graphique 7. Rapport entre les dépenses culturelles (noyau dur) et les dépenses d'enseignement de 1984 à 2007

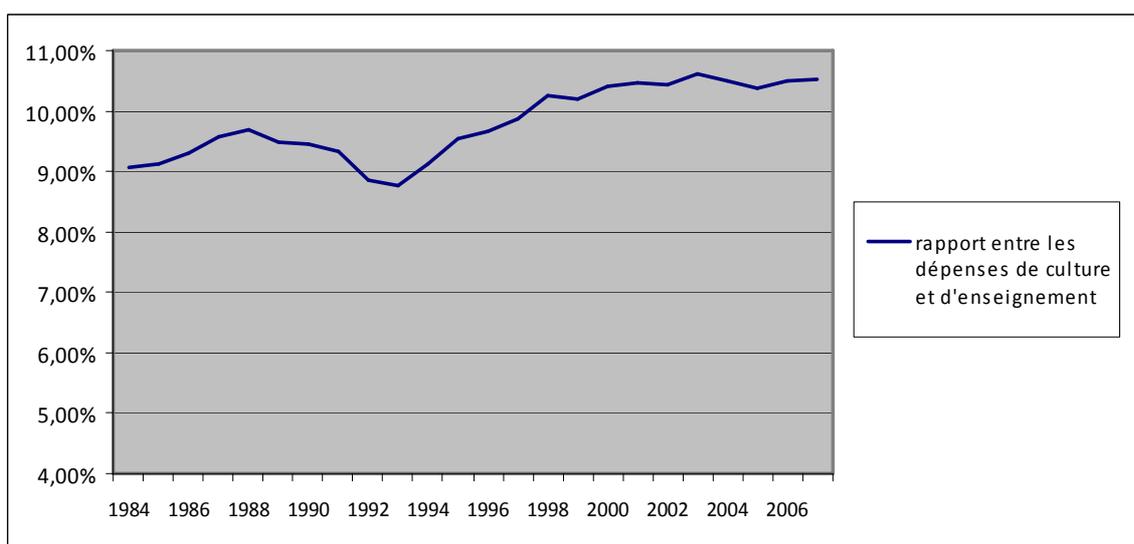


Sources : documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

I.5.2. Périmètre culturel des dépenses culturelles

En élargissant le noyau dur au périmètre culturel, la part de la culture dans les dépenses d'enseignement et de culture passe de 7,25% à 9,79% en moyenne sur la période considérée. Le taux de croissance annuel moyen reste stable autour de 0,65%. On observe des valeurs négatives des taux de croissance pour les mêmes années que lors de l'analyse du noyau dur.

Graphique 8. Rapport entre les dépenses culturelles (périmètre élargi) et d'enseignement de 1984 à 2007



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 8. Evolution des dépenses de culture et d'enseignement selon le périmètre culturel entre 1984 à 2007

	en euros courants			part de culture dans les dépenses de culture et d'enseignement	Taux de croissance annuel
	Dépenses de culture	Dépenses d'enseignement	Dépenses de culture et d'enseignement		
1984	270.198.984	2.709.828.235	2.980.027.219	9,07%	
1985	289.229.770	2.882.134.066	3.171.363.836	9,12%	0,59%
1986	299.827.218	2.925.009.730	3.224.836.948	9,30%	1,95%
1987	303.091.976	2.865.364.069	3.168.456.045	9,57%	2,89%
1988	312.318.573	2.906.593.720	3.218.912.293	9,70%	1,43%
1989	325.833.728	3.110.161.403	3.435.995.131	9,48%	-2,26%
1990	336.386.555	3.220.967.330	3.557.353.885	9,46%	-0,28%
1991	351.738.601	3.421.193.409	3.772.932.010	9,32%	-1,41%
1992	348.088.369	3.586.865.609	3.934.953.979	8,85%	-5,11%
1993	364.822.421	3.799.191.371	4.164.013.793	8,76%	-0,96%
1994	395.291.015	3.936.794.588	4.332.085.603	9,12%	4,15%
1995	415.843.867	3.948.636.462	4.364.480.328	9,53%	4,42%
1996	416.322.301	3.891.105.332	4.307.427.634	9,67%	1,44%
1997	437.259.388	3.987.349.993	4.424.609.382	9,88%	2,25%
1998	454.346.689	3.979.811.551	4.434.158.240	10,25%	3,68%
1999	463.769.122	4.087.444.441	4.551.213.563	10,19%	-0,55%
2000	485.906.014	4.183.835.359	4.669.741.373	10,41%	2,11%
2001	505.851.527	4.332.120.308	4.837.971.834	10,46%	0,48%
2002	515.344.000	4.429.554.000	4.944.898.000	10,42%	-0,33%
2003	538.650.000	4.540.229.000	5.078.879.000	10,61%	1,77%
2004	551.576.000	4.697.910.000	5.249.486.000	10,51%	-0,93%
2005	573.523.000	4.956.572.000	5.530.095.000	10,37%	-1,30%
2006	600.555.000	5.128.805.000	5.729.360.000	10,48%	1,07%
2007	620.367.000	5.281.563.000	5.901.930.000	10,51%	0,28%
1984-2007	10.176.141.118	92.809.039.977	102.985.181.095	9,79%	15,93%
tcam		2,94%			0,64%
moyenne arithmétique des tca					0,67%
variance					0,05%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, Moniteur Belge (3/02/1983, 2/08/1983, 5/08/1983, 14/12/1983, 9/08/1984, 10/10/1985, 6/08/1988, 19/08/1988, 20/08/1988, 11/02/1989, 4/01/1990, 9/01/1990), calculs OPC.

I.6. Poids des dépenses culturelles dans l'ensemble des dépenses de la Communauté française

Depuis 1994, les compétences exercées par la Communauté n'ont plus été modifiées. Pour la période allant de 1994 à 2007, il est donc possible d'examiner la part que la culture représente dans l'ensemble des dépenses de la Communauté française.

Il est à noter cependant que tous les moyens inscrits au budget des dépenses de la Communauté française ne correspondent pas toujours à des moyens attribués directement aux compétences qui sont les siennes. Sont en effet également compris dans cet ensemble des montants alloués au remboursement des charges d'intérêt ou à des transferts vers d'autres niveaux de pouvoirs (Région wallonne, Commission communautaire française). La Communauté française verse ainsi à ces deux institutions des moyens pour la gestion de compétences qui leur ont été cédées.

Ces mesures sont entrées en vigueur en 1993. Afin d'avoir une situation homogène sur la période de calcul de ce ratio, celui-ci n'est établi qu'à partir de 1994.

I.6.1. Noyau dur

Tableau 9. Part des dépenses culturelles (noyau dur) dans l'ensemble des dépenses de la Communauté française de 1994 à 2007

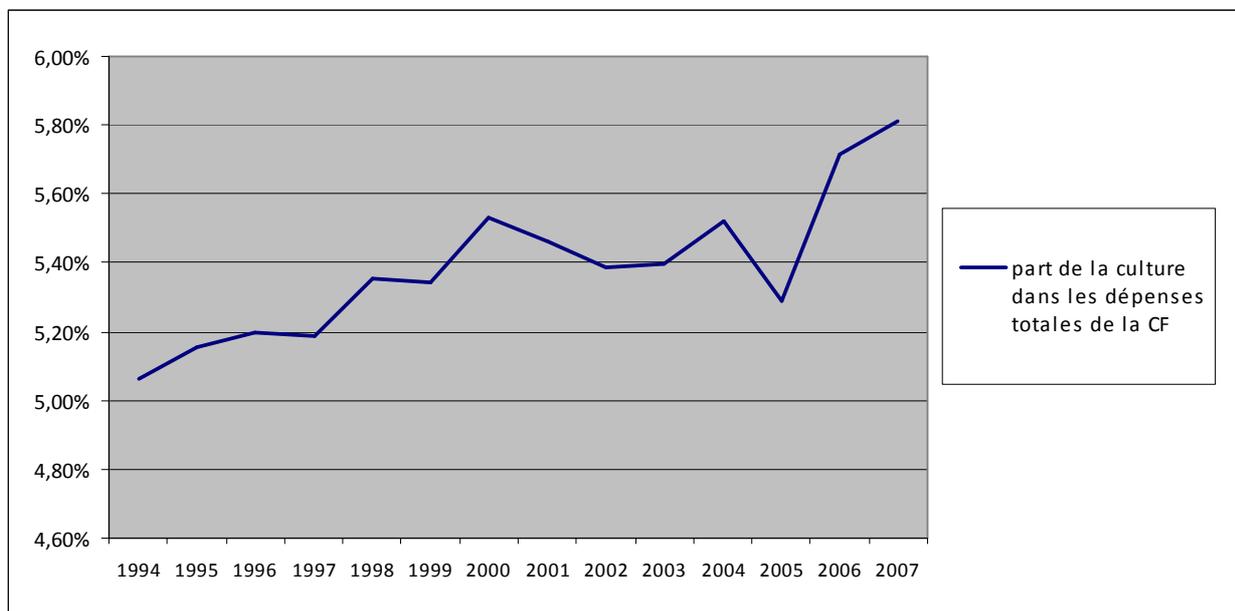
	dépenses totales (en euros courants)	dépenses de culture (en euros courants)	culture/total	taux de croissance annuel
1994	5.581.012.843	282.536.645	5,06%	
1995	5.851.025.907	301.726.083	5,16%	1,86%
1996	5.785.869.573	300.798.961	5,20%	0,82%
1997	5.959.742.092	308.989.363	5,18%	-0,27%
1998	6.036.427.953	323.012.700	5,35%	3,21%
1999	6.160.454.042	329.120.796	5,34%	-0,16%
2000	6.224.445.276	344.272.048	5,53%	3,53%
2001	6.519.572.433	355.893.297	5,46%	-1,30%
2002	6.821.193.000	367.382.000	5,39%	-1,34%
2003	7.105.625.000	383.616.000	5,40%	0,24%
2004	7.102.819.000	392.086.000	5,52%	2,25%
2005	7.676.807.000	405.910.000	5,29%	-4,21%
2006	7.535.756.000	430.540.000	5,71%	8,05%
2007	7.701.622.000	447.561.000	5,81%	1,71%
1984-2007	92.062.372.120	4.973.444.892		14,79%
tcam				1,07%
moyenne arithmétique tca				1,11%
variance				0,09%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Entre 1994 et 2001, la part de la culture dans le budget total de la Communauté française est en augmentation quasi chaque année. A partir de 2001, on observe quelques diminutions dues, entre autres, à l'augmentation des dépenses liées à la dette directe de la Communauté française. En effet, ces dépenses de dette augmentent de plus de 350.000.000 euros entre les budgets 2001 ajusté et 2005 ajusté. En 2004, la

dette était inférieure à 2003 et 2005, ce qui explique un taux de croissance annuel supérieur de la part des dépenses culturelles dans le budget total.

Graphique 9. Poids des dépenses culturelles (noyau dur) dans l'ensemble des dépenses de la Communauté française de 1994 à 2007



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

I.6.2. Périmètre culturel

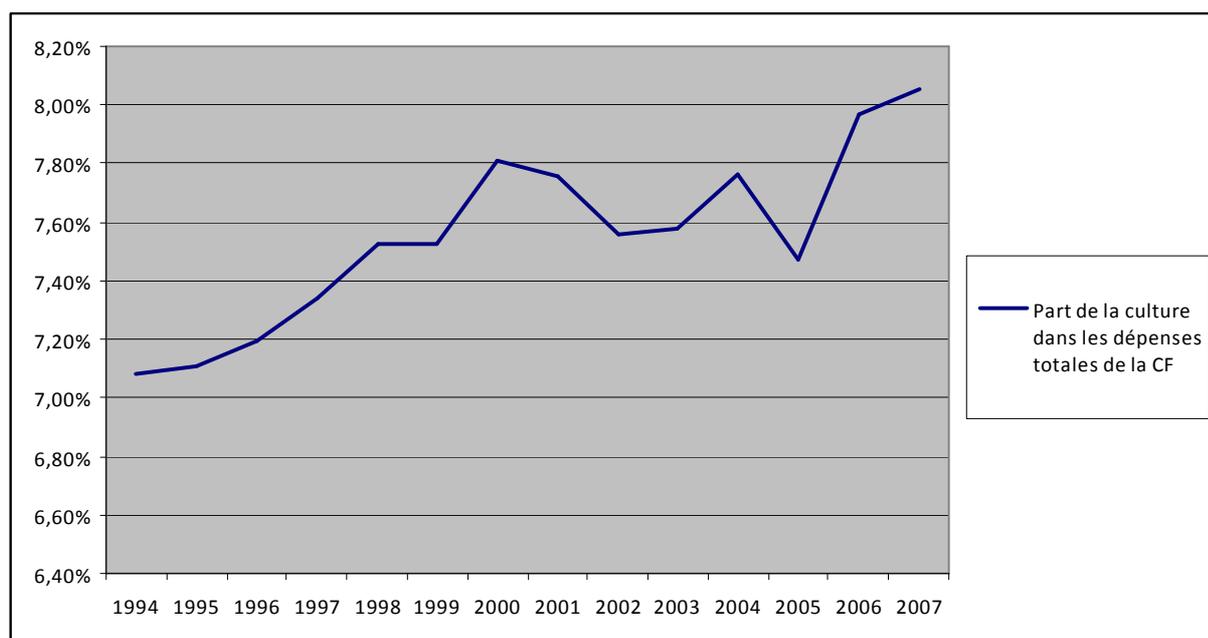
Tableau 10. Part des dépenses culturelles (périmètre culturel) dans l'ensemble des dépenses de la Communauté française de 1994 à 2007

	dépenses totales (en euros courants)	dépenses de culture (en euros courants)	culture/total	taux de croissance annuel
1994	5.581.012.843	395.291.015	7,08%	5,21%
1995	5.851.025.907	419.641.867	7,17%	1,26%
1996	5.785.869.573	420.350.301	7,27%	1,30%
1997	5.959.742.092	442.354.388	7,42%	2,16%
1998	6.036.427.953	459.666.689	7,61%	2,59%
1999	6.160.454.042	468.949.122	7,61%	-0,03%
2000	6.224.445.276	491.316.014	7,89%	3,69%
2001	6.519.572.433	511.443.527	7,84%	-0,62%
2002	6.821.193.000	521.072.000	7,64%	-2,62%
2003	7.105.625.000	544.469.000	7,66%	0,31%
2004	7.102.819.000	557.462.000	7,85%	2,43%
2005	7.676.807.000	573.523.000	7,47%	-4,81%
2006	7.535.756.000	600.555.000	7,97%	6,67%
2007	7.701.622.000	620.367.000	8,06%	1,07%
1984-2007	92.062.372.120	6.974.604.922		13,73%
tcam				0,99%
moyenne arithmétique tca				1,03%
variance				0,07%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En prenant en compte le périmètre culturel, on constate que la part de la culture dans le budget de la Communauté française est en augmentation chaque année entre 1994 et 2004. En 2005, elle diminue de 4,81% par rapport à l'année précédente. La forte hausse de la dette directe en 2005 pourrait expliquer cette diminution de la part relative.

Graphique 10. Poids de la culture (périmètre culturel) dans l'ensemble des dépenses de la Communauté française de 1994 à 2007



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II. Evolution des moyens alloués par programme

Après avoir balisé le(s) périmètre(s) des dépenses culturelles de la Communauté et avoir proposé la construction de quelques indicateurs macroéconomiques, la présente synthèse se propose de passer en revue, de manière plus détaillée, les principales composantes du périmètre culturel.

Plusieurs divisions organiques du budget sont passées en revue et détaillées du point de vue des programmes²¹ qui les composent.

Le « noyau dur » des crédits culturels figure dans les divisions organiques 20 à 25 du budget :

- II.1. DO20 : Affaires générales de la culture ;
- II.2. DO21 : Promotion des arts de la scène ;
- II.3. DO22 : Le livre ;
- II.4. DO23 : Jeunesse et éducation permanente ;
- II.5. DO24 : Patrimoine et arts plastiques ;
- II.6. DO25 : Audiovisuel et multimédias ;

Les autres matières culturelles se composent des division organiques suivantes :

- II.8. DO57 : Enseignement artistique ;
- II.9. DO46 : Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique;
- II.10. DO15 (Programme 2) : Infrastructures culturelles ;

Le rattachement des crédits antérieurs à 1993, à l'organisation budgétaire par programme et à la structure budgétaire 2007, s'effectue presque complètement. Autrement dit, il apparaît qu'une très faible partie des dépenses enregistrées sous les divisions organiques aujourd'hui numérotées 20, 21, 23, 24 et 25 n'a pu être reliée à l'un ou l'autre programme de ces mêmes DO de manière assurée et satisfaisante (les montants sont répertoriés comme tels dans une rubrique « non relié »).

Moyennant cet avertissement, le chapitre présente, pour chaque division, des tableaux qui reprennent :

- les dépenses par programme en euros courants ;
- les dépenses par programme en euros constants (année de base 2007) ;
- les taux de croissance annuels des montants attribués à chaque programme (DO 20 à 25) ;
- les dépenses par habitant de la Communauté française.

²¹ Le détail existe jusqu'au niveau des « activités » et des allocations de base, mais ne sera pas présenté ici.

II.1. Division organique 20 : Affaires générales de la culture

II.1.1. Répartition par programme

La division 20 contient actuellement quatre programmes intitulés :

- 0 : Subsistance ;
- 1 : Initiatives et interventions diverses ;
- 2 : Centres culturels ;
- 3 : Dotation à la Commission communautaire française.

Signalons d'emblée que la subvention aux « Archives et Musée de la Littérature » qui figurait en DO 22 jusqu'en 2004 fait désormais partie du programme 1 de la DO 20. L'allocation de base (AB) a été rétro-projetée selon cette nouvelle classification.

Tableau 11. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 20 (en euros courants)

	0	1	2	3	non relié	total
1984	2.922.665	4.474.478	3.993.565	5.133.875	14.874	16.539.456
1985	1.755.086	4.610.820	5.490.842	5.540.420	12.395	17.409.562
1986	1.727.818	5.708.988	5.627.183	5.733.777	0	18.797.766
1987	2.302.931	3.170.558	6.056.039	5.733.777	5.404.079	22.667.384
1988	1.745.170	4.367.884	6.710.478	5.932.092		18.755.624
1989	1.655.929	4.650.483	7.005.471	6.098.181		19.410.063
1990	1.774.918	4.752.119	7.245.928	7.139.334	24.789	20.937.087
1991	1.901.343	4.883.502	7.768.983	7.585.542		22.139.371
1992	1.888.949	4.256.332	8.091.245	7.915.240		22.151.765
1993	2.156.674	5.664.367	8.710.978	8.237.502		24.769.521
1994	2.394.651	5.518.110	9.315.839	8.443.253		25.671.853
1995	13.644.060	5.716.425	9.836.415	8.552.327		37.749.226
1996	13.463.097	5.523.068	10.176.029	8.552.327		37.714.521
1997	13.294.530	5.443.742	10.612.322	8.552.327		37.902.920
1998	13.289.572	6.229.564	11.484.907	8.639.089		39.643.132
1999	14.868.654	6.846.819	11.730.322	8.639.089		42.084.884
2000	15.208.268	8.534.974	13.076.383	8.738.247		45.557.872
2001	15.332.215	8.173.050	14.804.201	8.867.151		47.176.617
2002	15.257.000	9.036.000	15.613.000	9.000.000		48.906.000
2003	15.716.000	8.874.000	16.864.000	9.060.000		50.514.000
2004	13.329.000	9.084.000	17.313.000	9.162.000		48.888.000
2005	13.159.000	8.955.000	18.650.000	9.162.000		49.926.000
2006	3.212.000	11.250.000	21.678.000	9.162.000		45.302.000
2007	2.334.000	8.251.000	23.358.000	9.162.000		43.105.000
1984-2007	184.333.528	153.975.281	271.213.129	188.741.549	5.456.136	803.719.624

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Le montant important en 1987, non relié à un programme actuel, concerne l'apurement du déficit d'organismes culturels.

L'augmentation importante des moyens enregistrés au programme 0 de 1994 à 1995 s'explique par l'inscription au budget de 1995 d'un crédit variable de 11,155 millions d'euros (soit à l'époque 450 millions de BEF) pour la promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand. La baisse enregistrée au même programme 0 en 2006 et 2007 résulte du même processus, soit une diminution importante du crédit variable alloué pour la promotion de l'emploi dans le secteur non-marchand.

Tableau 12. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 20 (en euros constants)

	0	1	2	3	non relié	total
1984	4.797.545	7.344.843	6.555.425	8.427.240	24.415	27.149.468
1985	2.747.044	7.216.809	8.594.211	8.671.811	19.400	27.249.276
1986	2.670.094	8.822.420	8.696.002	8.860.728		29.049.244
1987	3.504.155	4.824.343	9.214.910	8.724.555	8.222.883	34.490.846
1988	2.625.106	6.570.222	10.093.980	8.923.123		28.212.431
1989	2.415.651	6.784.074	10.219.505	8.895.960		28.315.190
1990	2.503.057	6.701.620	10.218.485	10.068.162	34.959	29.526.283
1991	2.597.818	6.672.363	10.614.815	10.364.178		30.249.174
1992	2.519.606	5.677.380	10.792.643	10.557.877		29.547.506
1993	2.799.784	7.353.456	11.308.553	10.693.888		32.155.681
1994	3.036.586	6.997.350	11.813.136	10.706.636		32.553.707
1995	17.050.812	7.143.745	12.292.446	10.687.736		47.174.739
1996	16.484.752	6.762.664	12.459.935	10.471.809		46.179.161
1997	16.017.506	6.558.725	12.785.930	10.304.008		45.666.169
1998	15.860.570	7.434.735	13.706.775	10.310.406		47.312.487
1999	17.548.275	8.080.750	13.844.355	10.196.022		49.669.401
2000	17.502.898	9.822.735	15.049.354	10.056.677		52.431.663
2001	17.219.468	9.179.076	16.626.461	9.958.616		52.983.622
2002	16.858.564	9.984.530	17.251.934	9.944.751		54.039.779
2003	17.093.757	9.651.947	18.342.397	9.854.253		54.942.354
2004	14.199.425	9.677.213	18.443.592	9.760.307		52.080.537
2005	13.639.096	9.281.716	19.330.431	9.496.269		51.747.512
2006	3.270.543	11.455.045	22.073.109	9.328.989		46.127.686
2007	2.334.000	8.251.000	23.358.000	9.162.000		43.105.000
1984-2007	217.296.112	188.248.761	323.686.384	234.426.001	8.301.657	971.958.915

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 13. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 20 (en euros constants)

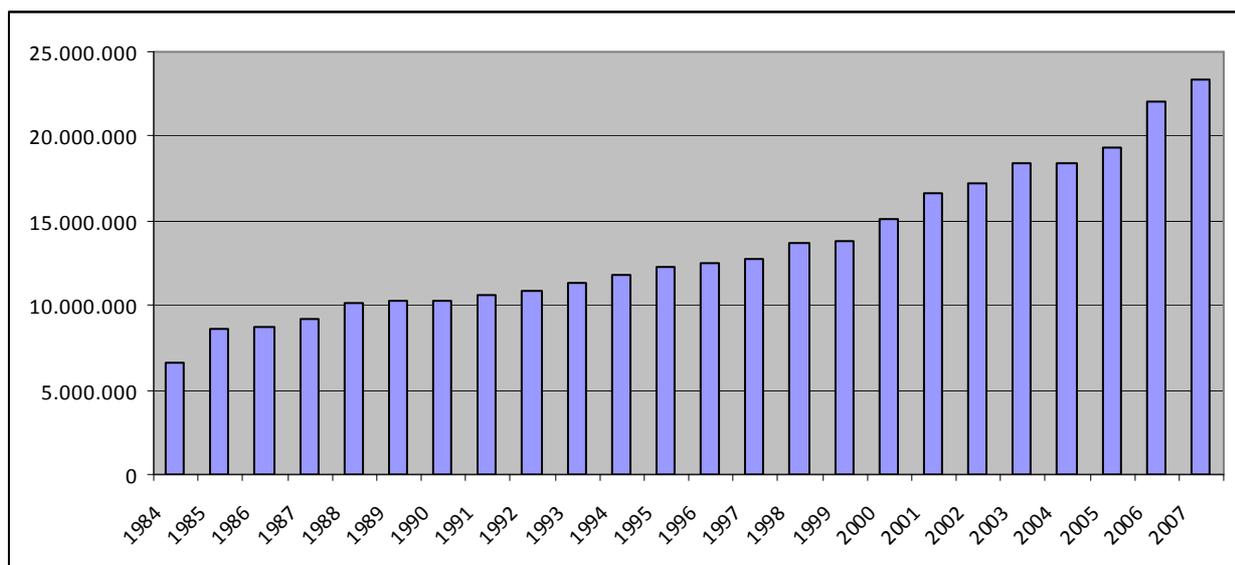
	0	1	2	3	non relié	total
1984						
1985	-42,74%	-1,74%	31,10%	2,90%		0,37%
1986	-2,80%	22,25%	1,18%	2,18%		6,61%
1987	31,24%	-45,32%	5,97%	-1,54%		18,73%
1988	-25,09%	36,19%	9,54%	2,28%		-18,20%
1989	-7,98%	3,25%	1,24%	-0,30%		0,36%
1990	3,62%	-1,22%	-0,01%	13,18%		4,28%
1991	3,79%	-0,44%	3,88%	2,94%		2,45%
1992	-3,01%	-14,91%	1,68%	1,87%		-2,32%
1993	11,12%	29,52%	4,78%	1,29%		8,83%
1994	8,46%	-4,84%	4,46%	0,12%		1,24%
1995	461,51%	2,09%	4,06%	-0,18%		44,91%
1996	-3,32%	-5,33%	1,36%	-2,02%		-2,11%
1997	-2,83%	-3,02%	2,62%	-1,60%		-1,11%
1998	-0,98%	13,36%	7,20%	0,06%		3,61%
1999	10,64%	8,69%	1,00%	-1,11%		4,98%
2000	-0,26%	21,56%	8,70%	-1,37%		5,56%
2001	-1,62%	-6,55%	10,48%	-0,98%		1,05%
2002	-2,10%	8,77%	3,76%	-0,14%		1,99%
2003	1,40%	-3,33%	6,32%	-0,91%		1,67%
2004	-16,93%	0,26%	0,55%	-0,95%		-5,21%
2005	-3,95%	-4,09%	4,81%	-2,71%		-0,64%
2006	-76,02%	23,42%	14,19%	-1,76%		-10,86%
2007	-28,64%	-27,97%	5,82%	-1,79%		-6,55%
1984-2007	-51,35%	12,34%	256,32%	8,72%		58,77%
moyenne tca	13,63%	2,20%	5,86%	0,41%		2,59%
tcam	-3,08%	0,51%	5,68%	0,36%		2,03%
variance	99,77%	3,24%	0,43%	0,10%		1,35%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Le taux de croissance important de 1987 est la conséquence de la prise en compte du montant consacré à l'apurement des déficits d'organismes culturels. Comme il s'agit d'un montant ponctuel, le taux de croissance est négatif l'année suivante.

On notera particulièrement la progression du programme 2 (Centres culturels) qui connaît un rythme moyen de croissance (tcam) de plus de 5 % en euros constants sur la période considérée : il est de 6,555 millions d'euros en 1984 (exprimés en euros de 2007) et affiche 23,358 millions d'euros en 2007. Cette augmentation spectaculaire, particulièrement forte en 2006 et 2007, peut s'expliquer par les effets du Décret du 17 décembre 2003, relatif à l'emploi dans le secteur socioculturel, décret portant des dispositions diverses en matière de subventionnement dans le secteur non-marchand.

Graphique 11. Montants enregistrés dans le programme « Centres culturels » de 1984 à 2007 (en euros constants)



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 14. Rapport des dépenses de la DO 20 au nombre d'habitants (en euros constants)

	0	1	2	3	non relié	total	
1984		1,22	1,87	1,67	2,15	0,00	6,91
1985		0,70	1,84	2,19	2,21	0,00	6,94
1986		0,68	2,25	2,22	2,26		7,41
1987		0,89	1,23	2,35	2,23	1,38	8,80
1988		0,67	1,68	2,58	2,28		7,20
1989		0,61	1,72	2,59	2,26		7,18
1990		0,63	1,70	2,59	2,55	0,01	7,48
1991		0,66	1,69	2,68	2,62		7,64
1992		0,63	1,43	2,72	2,66		7,45
1993		0,70	1,85	2,84	2,68		8,07
1994		0,76	1,75	2,96	2,68		8,15
1995		4,26	1,78	3,07	2,67		11,78
1996		4,12	1,69	3,11	2,62		11,53
1997		3,99	1,63	3,19	2,57		11,38
1998		3,95	1,85	3,41	2,57		11,77
1999		4,36	2,01	3,44	2,53		12,34
2000		4,34	2,43	3,73	2,49		12,99
2001		4,25	2,27	4,11	2,46		13,09
2002		4,14	2,45	4,24	2,44		13,28
2003		4,18	2,36	4,48	2,41		13,43
2004		3,46	2,36	4,49	2,38		12,68
2005		3,30	2,25	4,68	2,30		12,53
2006		0,79	2,76	5,31	2,24		11,10
2007		0,56	1,97	5,58	2,19		10,29

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Rapportées à la population, les dépenses de la DO20 (en euros constants de 2007) représentent 6,91 euros en 1984 et 10,29 euros en 2007.

II.2. Division organique 21 : Arts de la scène

II.2.1. Répartition par programme

Cette DO pèse en deuxième place au sein du noyau dur des dépenses culturelles, après l'Audiovisuel (en ce compris la RTBF). Abstraction faite de la chaîne publique, les Arts de la scène occupent la première place (en %) dans le noyau des dépenses culturelles.

Les programmes de la division 21 sont les suivants :

- 1 : Initiatives et interventions diverses ;
- 2 : Théâtre ;
- 3 : Musique ;
- 4 : Arts de la danse ;
- 5 : Agence de promotion internationale ;
- 6 : Arts du cirque, arts forains et de la rue.

Tableau 15. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 21 (en euros courants)

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1984	1.866.638	15.136.379	11.360.960	2.107.095			188.399	30.659.471
1985	1.980.669	15.471.035	12.744.206	2.198.816			210.709	32.605.435
1986	1.955.880	16.103.163	12.920.211	2.288.057				33.267.311
1987	1.581.561	16.137.868	13.249.909	2.387.215				33.356.553
1988	1.648.492	16.916.254	13.495.323	2.387.215				34.447.284
1989	1.512.151	17.858.250	14.025.816	2.503.725				35.899.940
1990	1.638.576	18.926.671	14.710.002	2.506.204				37.781.452
1991	1.663.366	19.313.385	15.852.791	2.721.871				39.551.412
1992	1.663.366	20.540.457	16.137.868	3.029.259				41.370.950
1993	1.707.986	20.766.041	17.181.500	3.101.148				42.756.675
1994	1.767.481	21.589.047	17.397.168	3.296.984				44.050.679
1995	1.804.665	22.233.570	17.873.123	3.415.973				45.327.331
1996	1.844.328	22.575.663	18.453.194	3.525.046				46.398.231
1997	1.817.060	22.835.952	18.829.992	3.678.740				47.161.743
1998	1.896.385	23.507.743	19.764.551	3.829.955				48.998.634
1999	1.767.481	24.630.701	20.991.624	4.028.270				51.418.075
2000	2.855.733	26.413.055	22.565.748	4.209.232		371.840		56.415.608
2001	4.305.911	27.947.516	23.359.007	4.833.924		359.446		60.805.803
2002	2.990.000	28.506.000	25.453.000	4.957.000		496.000		62.402.000
2003	4.634.000	28.379.000	25.633.000	5.039.000		515.000		64.200.000
2004	4.470.000	29.401.000	26.639.000	5.168.000		535.000		66.213.000
2005	4.730.000	30.332.000	27.782.000	5.171.000		535.000		68.550.000
2006	5.176.000	31.359.000	28.373.000	5.269.000		600.000		70.777.000
2007	5.642.000	33.868.000	29.773.000	5.476.000		752.000		75.511.000
1984-2007	62.919.728	550.747.749	464.565.992	87.128.726	401.588	4.164.286	399.109	1.169.925.589

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En début de série, les données relatives à la danse et à la musique ne sont pas explicitement distinguables dans l'historique des budgets. Il a néanmoins été possible de reconstituer les grandes lignes d'évolution des deux programmes avec l'identification des moyens attribués à Charleroi Danse, à l'Opéra royal de Wallonie et à l'Orchestre Philharmonique de Liège.

Les montants « non reliés » de 1984 et 1985 reprennent principalement des allocations qui concernent indistinctement la musique, le théâtre ou la danse, et qui n'ont pu dès lors être ventilées dans ces différents programmes.

Le programme consacré aux agences de promotion internationale, créé en 1998, est vide, puisqu'à partir de 2006, les deux allocations de base « Wallonie-Bruxelles théâtre » et « Wallonie-Bruxelles musique » passent de la DO 21 à la DO14²².

Les moyens octroyés aux arts du cirque et de la rue ne figurent au budget de façon nominative que depuis l'année 2000.

A hauteur de 30,659 millions d'euros en 1984, la DO représente plus de 75,5 millions d'euros en fin de période, soit une multiplication par 2,46.

²² DO14 : Relations internationales et actions du fonds social européen.

En euros constants de 2007, les séries se présentent comme suit :

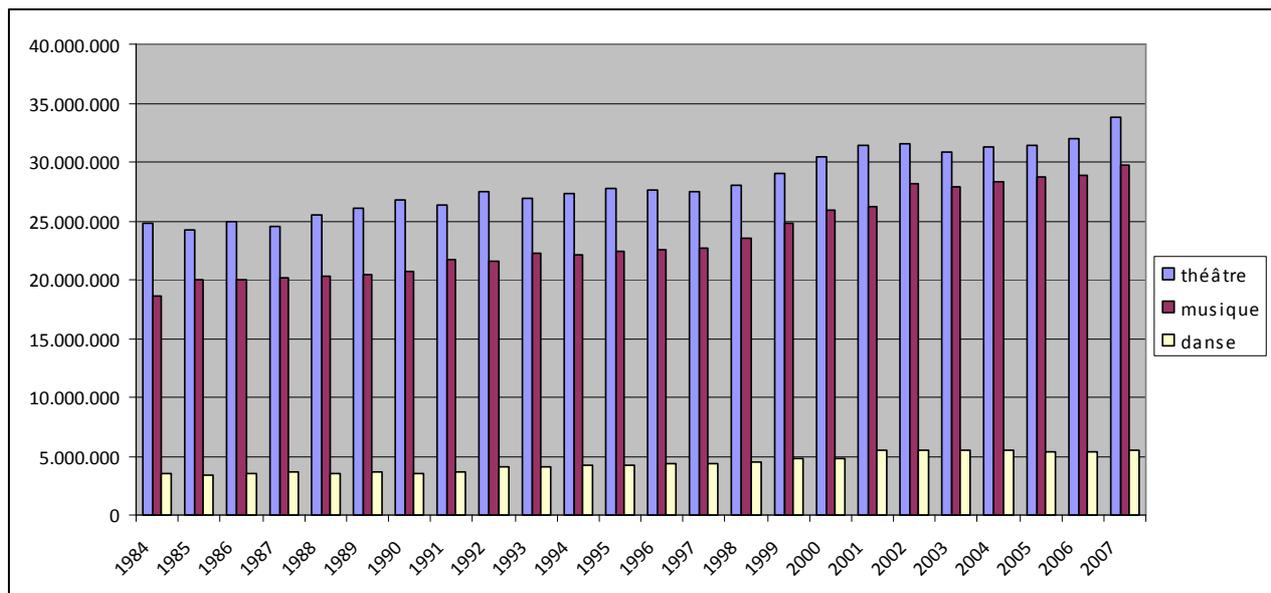
Tableau 16. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 21 (en euros constants)

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1984	3.064.081	24.846.321	18.648.983	3.458.790			309.257	50.328.036
1985	3.100.124	24.215.112	19.947.106	3.441.565			329.800	51.037.492
1986	3.022.531	24.885.123	19.966.327	3.535.863				51.408.118
1987	2.406.514	24.555.491	20.161.152	3.632.402				50.757.566
1988	2.479.681	25.445.629	20.299.825	3.590.876				51.815.748
1989	2.205.909	26.051.422	20.460.708	3.652.406				52.373.565
1990	2.310.783	26.691.116	20.744.608	3.534.344				53.281.159
1991	2.272.668	26.388.010	21.659.777	3.718.911				54.039.694
1992	2.218.708	27.398.236	21.525.768	4.040.628				55.185.868
1993	2.217.300	26.958.381	22.304.946	4.025.896				55.505.468
1994	2.241.289	27.376.423	22.060.826	4.180.806				55.857.275
1995	2.255.267	27.785.017	22.335.820	4.268.899				56.644.579
1996	2.258.268	27.642.541	22.594.825	4.316.207				56.810.185
1997	2.189.228	27.513.195	22.686.738	4.432.217				56.820.305
1998	2.263.260	28.055.547	23.588.198	4.570.897				58.475.747
1999	2.086.015	29.069.634	24.774.724	4.754.243				60.683.946
2000	3.286.608	30.398.268	25.970.477	4.844.323		427.944		64.928.819
2001	4.835.928	31.387.597	26.234.284	5.428.935		403.690		68.293.776
2002	3.303.867	31.498.343	28.124.862	5.477.348		548.066		68.953.322
2003	5.040.244	30.866.870	27.880.139	5.480.748		560.148		69.828.890
2004	4.761.905	31.320.976	28.378.609	5.505.486		569.937		70.539.585
2005	4.902.570	31.438.640	28.795.605	5.359.660		554.519		71.052.075
2006	5.270.339	31.930.557	28.890.133	5.365.034		610.936		72.070.302
2007	5.642.000	33.868.000	29.773.000	5.476.000		752.000		75.511.000
1984-2007	75.635.089	677.586.446	567.807.442	106.092.486	465.326	4.427.240	639.057	1.432.202.521

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les moyens réels de la DO sont presque multipliés par 1,5 entre 1984 et 2007.

Graphique 12. Montants enregistrés aux programmes « théâtre », « musique » et « arts de la danse » de 1994 à 2007 (en euros constants)



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En comparant la croissance des programmes « Théâtre » (2), « Musique » (3) et « Danse » (4), on observe que les deux derniers affichent des rythmes de progression assez voisins : en euros constants de 2007, 2,05% pour la Musique et 2,02% pour la Danse. Le programme Théâtre affiche quant à lui un taux de croissance annuel moyen réel de 1,36 %.

De même, les « initiatives et interventions diverses » (Programme 1) ont une croissance annuelle moyenne de 2,69% sur la période considérée, soit supérieure à celle des autres programmes. Les initiatives et interventions diverses comportent, entre autres, les moyens alloués à la Maison du spectacle « La Bellone ».

Tableau 17. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 21 (en euros constants)

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1984								
1985	1,18%	-2,54%	6,96%	-0,50%			6,64%	1,41%
1986	-2,50%	2,77%	0,10%	2,74%				0,73%
1987	-20,38%	-1,32%	0,98%	2,73%				-1,27%
1988	3,04%	3,63%	0,69%	-1,14%				2,08%
1989	-11,04%	2,38%	0,79%	1,71%				1,08%
1990	4,75%	2,46%	1,39%	-3,23%				1,73%
1991	-1,65%	-1,14%	4,41%	5,22%				1,42%
1992	-2,37%	3,83%	-0,62%	8,65%				2,12%
1993	-0,06%	-1,61%	3,62%	-0,36%				0,58%
1994	1,08%	1,55%	-1,09%	3,85%				0,63%
1995	0,62%	1,49%	1,25%	2,11%				1,41%
1996	0,13%	-0,51%	1,16%	1,11%				0,29%
1997	-3,06%	-0,47%	0,41%	2,69%				0,02%
1998	3,38%	1,97%	3,97%	3,13%				2,91%
1999	-7,83%	3,61%	5,03%	4,01%				3,78%
2000	57,55%	4,57%	4,83%	1,89%				7,00%
2001	47,14%	3,25%	1,02%	12,07%		-5,67%		5,18%
2002	-31,68%	0,35%	7,21%	0,89%		35,76%		0,97%
2003	52,56%	-2,00%	-0,87%	0,06%		2,20%		1,27%
2004	-5,52%	1,47%	1,79%	0,45%		1,75%		1,02%
2005	2,95%	0,38%	1,47%	-2,65%		-2,71%		0,73%
2006	7,50%	1,56%	0,33%	0,10%		10,17%		1,43%
2007	7,05%	6,07%	3,06%	2,07%		23,09%		4,77%
1984-2007	84,13%	36,31%	59,65%	58,32%				50,04%
moyenne tca	4,47%	1,38%	2,08%	2,07%		9,23%		1,80%
tcam	2,69%	1,36%	2,05%	2,02%				1,78%
variance	4,39%	0,05%	0,06%	0,11%		2,28%		0,03%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En euros constants de 2007, les montants enregistrés sous cette division organique sont, à de rares exceptions près, en constante augmentation, et, entre 1998 et 2001, on observe que la progression annuelle réelle est même supérieure à 3 %.

Tableau 18. Rapport des dépenses de la DO 21 au nombre d'habitants (en euros constants)

	1	2	3	4	5	6	non relié	total
1984	0,78	6,33	4,75	0,88			0,08	12,81
1985	0,79	6,17	5,08	0,88			0,08	13,00
1986	0,77	6,35	5,09	0,90				13,11
1987	0,61	6,27	5,15	0,93				12,96
1988	0,63	6,49	5,18	0,92				13,22
1989	0,56	6,60	5,19	0,93				13,28
1990	0,59	6,76	5,25	0,90				13,50
1991	0,57	6,66	5,47	0,94				13,65
1992	0,56	6,90	5,42	1,02				13,91
1993	0,56	6,76	5,60	1,01				13,93
1994	0,56	6,85	5,52	1,05				13,98
1995	0,56	6,94	5,58	1,07				14,14
1996	0,56	6,90	5,64	1,08				14,19
1997	0,55	6,86	5,66	1,10				14,16
1998	0,56	6,98	5,87	1,14				14,55
1999	0,52	7,22	6,15	1,18				15,07
2000	0,81	7,53	6,43	1,20		0,11		16,09
2001	1,19	7,76	6,48	1,34		0,10		16,88
2002	0,81	7,74	6,91	1,35		0,13		16,94
2003	1,23	7,55	6,82	1,34		0,14		17,07
2004	1,16	7,62	6,91	1,34		0,14		17,17
2005	1,19	7,61	6,97	1,30		0,13		17,21
2006	1,27	7,68	6,95	1,29		0,15		17,34
2007	1,35	8,09	7,11	1,31		0,18		18,03

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les moyens alloués par habitant aux Arts de la scène sont en quasi constante augmentation au cours de la période. Rapportées à la population, les dépenses de cette DO représentent 18,03 euros en 2007.

Les programmes « Théâtre » (Programme 2) et « Musique » (Programme 3) sont ceux qui bénéficient de la plus grande partie des moyens attribués à cette Division Organique.

II.3. Division organique 22 : Livre

II.3.1. Répartition par programme

La division 22 est subdivisée en six programmes intitulés :

- 0 : Subsistance administration ;
- 1 : Lecture publique ;
- 2 : Lettres françaises et promotion du livre ;
- 3 : Langues régionales endogènes ;
- 4 : Langue française ;
- 5 : Informatique.

Rappelons que depuis 2005, la subvention « Archives et Musée de la Littérature » fait désormais partie de la DO 20 et non plus de la DO 22.

Tableau 19. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 22 (en euros courants)

	0	1	2	3	4	5	total
1984		3.993.565	1.470.009	27.268		49.579	5.540.420
1985		4.291.037	1.896.385	29.747	123.947	24.789	6.365.906
1986		4.553.804	1.824.496	29.747		24.789	6.432.837
1987		4.950.434	1.762.523	29.747	123.947	24.789	6.891.440
1988		6.539.431	2.221.126	37.184	148.736	74.368	9.020.845
1989		7.439.285	2.178.984	37.184	141.299	74.368	9.871.120
1990		7.020.345	2.079.827	37.184	156.173	143.778	9.437.306
1991		5.210.722	2.270.705	37.184	141.299	168.568	7.828.478
1992		6.802.198	2.092.221	49.579	106.594	240.457	9.291.049
1993		7.270.717	1.655.929	49.579	156.173	49.579	9.181.976
1994		7.828.478	1.849.286	49.579	200.794	49.579	9.977.714
1995		7.997.045	1.953.401	49.579	218.146	148.736	10.366.907
1996		8.408.548	2.097.179	89.242	203.273	223.104	11.021.346
1997		8.522.579	2.233.521	61.973	218.146	71.889	11.108.109
1998		8.743.205	2.268.226	91.721	228.062	260.288	11.591.501
1999	12.395	8.924.167	2.397.130	99.157	240.457	247.894	11.921.200
2000	12.395	10.230.566	2.575.614	111.552	245.415	220.625	13.396.166
2001	81.805	10.656.943	2.783.844	111.552	339.614	247.894	14.221.652
2002	82.000	10.656.000	3.170.000	112.000	240.000	327.000	14.587.000
2003	82.000	11.329.000	3.281.000	125.000	240.000	341.000	15.398.000
2004	82.000	11.238.000	3.411.000	125.000	244.000	321.000	15.421.000
2005	82.000	11.472.000	3.353.000	125.000	204.000	361.000	15.597.000
2006	82.000	12.210.000	3.700.000	151.000	204.000	386.000	16.733.000
2007	84.000	12.897.000	3.980.000	151.000	229.000	386.000	17.727.000
1984-2007	600.594	199.185.067	58.505.406	1.817.758	4.353.075	4.628.204	269.090.104

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Considérant l'ensemble de la série, les moyens de la DO sont multipliés par 3,2 entre 1984 et 2007 en termes nominaux. En termes réels (en euros constants de 2007), les moyens consacrés au Livre sont multipliés par 1,94 (taux de croissance moyen : 2,94%).

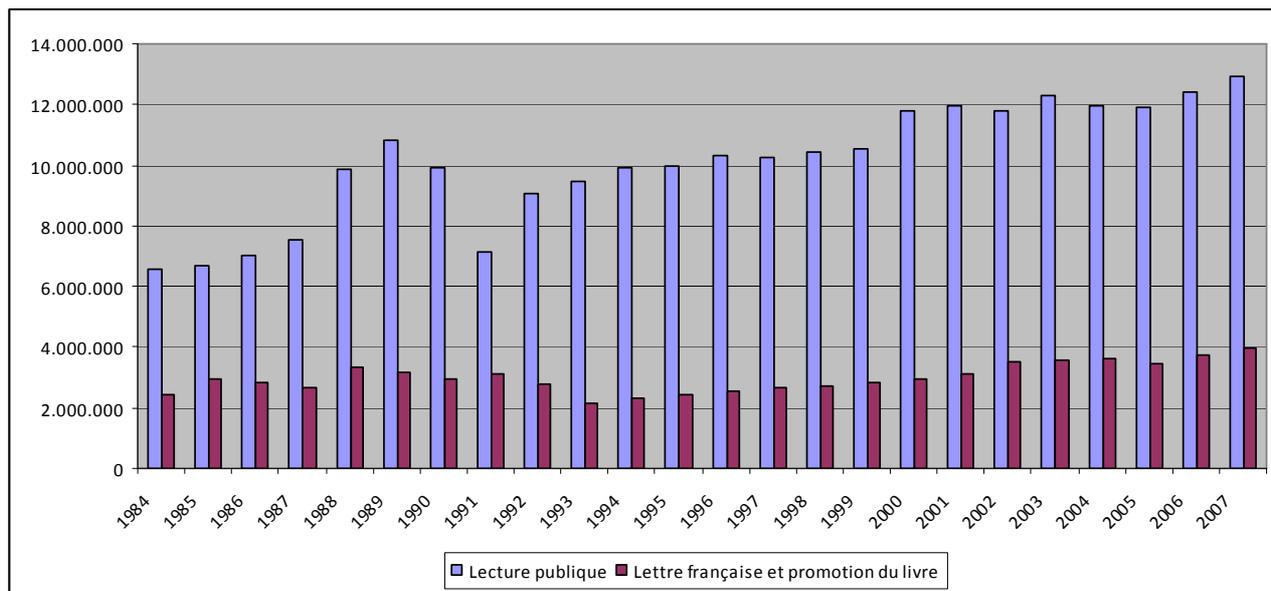
Tableau 20. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 22 (en euros constants)

	0	1	2	3	4	5	total
1984		6.555.425	2.413.015	44.761		81.383	9.094.584
1985		6.716.289	2.968.204	46.560	194.000	38.800	9.963.853
1986		7.037.249	2.819.497	45.970		38.308	9.941.025
1987		7.532.614	2.681.867	45.264	188.598	37.720	10.486.062
1988		9.836.690	3.341.044	55.933	223.731	111.865	13.569.262
1989		10.852.348	3.178.678	54.244	206.126	108.487	14.399.884
1990		9.900.359	2.933.051	52.438	220.241	202.762	13.308.851
1991		7.119.445	3.102.479	50.805	193.058	230.315	10.696.103
1992		9.073.227	2.790.745	66.131	142.182	320.737	12.393.023
1993		9.438.812	2.149.719	64.363	202.743	64.363	11.920.000
1994		9.927.057	2.345.024	62.869	254.621	62.869	12.652.440
1995		9.993.808	2.441.141	61.958	272.615	185.874	12.955.395
1996		10.295.761	2.567.870	109.271	248.895	273.178	13.494.975
1997		10.268.168	2.690.989	74.667	262.827	280.747	13.577.397
1998		10.434.664	2.707.036	109.465	272.183	310.644	13.833.991
1999	14.628	10.532.476	2.829.140	117.028	283.792	292.569	14.069.632
2000	14.265	11.774.158	2.964.223	128.383	282.443	253.913	15.417.385
2001	91.874	11.968.714	3.126.510	125.283	381.417	278.407	15.972.205
2002	90.608	11.774.586	3.502.762	123.757	265.193	361.326	16.118.232
2003	89.189	12.322.167	3.568.632	135.958	261.040	370.894	16.747.879
2004	87.355	11.971.876	3.633.749	133.163	259.934	341.962	16.428.039
2005	84.992	11.890.547	3.475.332	129.561	211.443	374.171	16.166.045
2006	83.495	12.432.543	3.767.437	153.752	207.718	393.035	17.037.980
2007	84.000	12.897.000	3.980.000	151.000	229.000	386.000	17.727.000
1984-2007	640.405	242.545.981	71.978.145	2.142.582	5.263.800	5.400.329	327.971.243

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les deux principaux programmes sont la « Lecture publique » (1) et les « Lettres françaises et la promotion du livre ». (2). Le rythme de croissance (tcam) du premier programme s'élève, en termes réels, à 2,99%, tandis que les « lettres » progressent, elles, au rythme de 2,20%.

Graphique 13. Montants enregistrés aux programmes « Lecture publique » et « Lettres françaises et promotion du livre » de 1994 à 2007 (en euros constants)



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 21. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 22 (en euros constants)

	0	1	2	3	4	5	total
1984							
1985		2,45%	23,01%	4,02%		-52,32%	9,56%
1986		4,78%	-5,01%	-1,27%		-1,27%	-0,23%
1987		7,04%	-4,88%	-1,54%		-1,54%	5,48%
1988		30,59%	24,58%	23,57%	18,63%	196,57%	29,40%
1989		10,33%	-4,86%	-3,02%	-7,87%	-3,02%	6,12%
1990		-8,77%	-7,73%	-3,33%	6,85%	86,90%	-7,58%
1991		-28,09%	5,78%	-3,12%	-12,34%	13,59%	-19,63%
1992		27,44%	-10,05%	30,17%	-26,35%	39,26%	15,86%
1993		4,03%	-22,97%	-2,67%	42,59%	-79,93%	-3,82%
1994		5,17%	9,09%	-2,32%	25,59%	-2,32%	6,14%
1995		0,67%	4,10%	-1,45%	7,07%	195,65%	2,39%
1996		3,02%	5,19%	76,36%	-8,70%	46,97%	4,16%
1997		-0,27%	4,79%	-31,67%	5,60%	2,77%	0,61%
1998		1,62%	0,60%	46,60%	3,56%	10,65%	1,89%
1999		0,94%	4,51%	6,91%	4,27%	-5,82%	1,70%
2000	-2,49%	11,79%	4,77%	9,70%	-0,48%	-13,21%	9,58%
2001	544,06%	1,65%	5,47%	-2,41%	35,04%	9,65%	3,60%
2002	-1,38%	-1,62%	12,03%	-1,22%	-30,47%	29,78%	0,91%
2003	-1,57%	4,65%	1,88%	9,86%	-1,57%	2,65%	3,91%
2004	-2,06%	-2,84%	1,82%	-2,06%	-0,42%	-7,80%	-1,91%
2005	-2,71%	-0,68%	-4,36%	-2,71%	-18,66%	9,42%	-1,59%
2006	-1,76%	4,56%	8,41%	18,67%	-1,76%	5,04%	5,39%
2007	0,61%	3,74%	5,64%	-1,79%	10,25%	-1,79%	4,04%
1984-2007		96,74%	64,94%	237,35%		374,30%	94,92%
moyenne tca		3,57%	2,69%	7,19%	2,54%	20,86%	3,31%
tcam		2,99%	2,20%	5,43%		7,00%	2,94%
variance		1,23%	1,03%	4,53%	3,39%	40,47%	0,78%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 22. Rapport des dépenses de la DO 22 au nombre d'habitants (en euros constants)

	0	1	2	3	4	5	total
1984		1,67	0,61	0,01		0,02	2,32
1985		1,71	0,76	0,01	0,05	0,01	2,54
1986		1,79	0,72	0,01		0,01	2,54
1987		1,92	0,68	0,01	0,05	0,01	2,68
1988		2,51	0,85	0,01	0,06	0,03	3,46
1989		2,75	0,81	0,01	0,05	0,03	3,65
1990		2,51	0,74	0,01	0,06	0,05	3,37
1991		1,80	0,78	0,01	0,05	0,06	2,70
1992		2,29	0,70	0,02	0,04	0,08	3,12
1993		2,37	0,54	0,02	0,05	0,02	2,99
1994		2,48	0,59	0,02	0,06	0,02	3,17
1995		2,50	0,61	0,02	0,07	0,05	3,23
1996		2,57	0,64	0,03	0,06	0,07	3,37
1997		2,56	0,67	0,02	0,07	0,07	3,38
1998		2,60	0,67	0,03	0,07	0,08	3,44
1999	0,00	2,62	0,70	0,03	0,07	0,07	3,50
2000	0,00	2,92	0,73	0,03	0,07	0,06	3,82
2001	0,02	2,96	0,77	0,03	0,09	0,07	3,95
2002	0,02	2,89	0,86	0,03	0,07	0,09	3,96
2003	0,02	3,01	0,87	0,03	0,06	0,09	4,09
2004	0,02	2,91	0,88	0,03	0,06	0,08	4,00
2005	0,02	2,88	0,84	0,03	0,05	0,09	3,92
2006	0,02	2,99	0,91	0,04	0,05	0,09	4,10
2007	0,02	3,08	0,95	0,04	0,05	0,09	4,23

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les dépenses publiques de la DO 22 s'élèvent à 4,23 euros par habitant en 2007

II.4. Division organique 23 : Jeunesse et Éducation permanente

II.4.1. Répartition par programme

Les matières couvertes par la division 23 sont réparties en quatre programmes :

- 1 : Initiatives et interventions diverses,
- 2 : Jeunesse,
- 3 : Education permanente,
- 4 : Activités socio-culturelles.

Tableau 23. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 23 (en euros courants)

	1	2	3	4	non relié	total
1984	54.537	6.182.465	11.462.597	627.171		18.326.768
1985	57.016	6.931.103	12.602.907	661.876		20.252.901
1986	61.973	6.871.609	12.927.647	681.707	99.157	20.642.094
1987	57.016	7.067.444	13.036.720	951.911		21.113.092
1988	118.989	7.300.464	13.748.175	1.001.490		22.169.118
1989	12.395	7.322.775	14.402.614	1.100.647		22.838.430
1990	12.395	7.521.090	14.377.824	1.075.858		22.987.167
1991	12.395	8.222.628	14.447.235	1.053.547		23.735.805
1992	275.162	8.299.475	14.325.767	1.147.747		24.048.151
1993	12.395	8.577.116	14.960.374	1.135.352		24.685.237
1994	12.395	9.124.961	15.319.820	1.033.716		25.490.891
1995	12.395	9.377.812	15.604.897	1.098.168		26.093.272
1996	12.395	9.692.637	15.862.707	892.417		26.460.155
1997	12.395	9.928.136	16.249.421	800.696		26.990.647
1998	12.395	10.228.087	16.517.146	825.485		27.583.113
1999	9.916	10.523.080	17.625.230	855.233		29.013.458
2000	9.916	12.335.182	18.130.932	929.601		31.405.631
2001	12.395	12.972.268	18.621.762	880.022		32.486.446
2002	12.000	13.588.000	19.427.000	930.000		33.957.000
2003	12.000	15.920.000	22.922.000	930.000		39.784.000
2004	12.000	16.525.000	24.029.000	1.126.000		41.692.000
2005	6.000	19.031.000	26.701.000	1.188.000		46.926.000
2006	6.000	23.622.000	32.904.000	1.153.000		57.685.000
2007	6.000	25.709.000	38.652.000	1.740.000		66.107.000
1984-2007	822.470	272.873.330	434.858.773	23.819.644	99.157	732.473.376

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

La seule allocation non reliée à un programme actuel contient des dépenses relatives à l'année internationale de la Paix des Nations Unies, en 1986.

Trois allocations intitulées « Indexation » gonflent les sommes reliées au programme 1 en 1992.

Du montant initial de 18,327 millions d'euros en 1984, les moyens de cette DO se chiffrent en 2007 à un peu plus de 66 millions d'euros, soit une multiplication par 3,6 et un taux de croissance moyen de 5,74 % (en euros courants). En euros constants de 2007, la multiplication se chiffre à 2,19, soit un rythme de croissance moyen de 3,48 %. La progression n'est cependant pas régulière. On observe en effet que le niveau de dépenses enregistré en 1988 n'est atteint à nouveau qu'en 1999.

Tableau 24. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 23 (en euros constants)

	1	2	3	4	non relié	total
1984	89.522	10.148.497	18.815.818	1.029.499		30.083.336
1985	89.240	10.848.494	19.725.946	1.035.961		31.699.642
1986	95.771	10.619.083	19.977.820	1.053.480	153.234	31.899.388
1987	86.755	10.753.872	19.836.763	1.448.434		32.125.824
1988	178.984	10.981.445	20.680.167	1.506.453		33.347.049
1989	18.081	10.682.385	21.010.378	1.605.612		33.316.456
1990	17.479	10.606.529	20.276.159	1.517.216		32.417.383
1991	16.935	11.234.633	19.739.356	1.439.469		32.430.393
1992	367.029	11.070.395	19.108.666	1.530.942		32.077.032
1993	16.091	11.134.773	19.421.491	1.473.909		32.046.264
1994	15.717	11.571.089	19.426.604	1.310.824		32.324.234
1995	15.489	11.719.335	19.501.246	1.372.367		32.608.438
1996	15.177	11.868.050	19.422.930	1.092.711		32.398.867
1997	14.933	11.961.609	19.577.615	964.694		32.518.852
1998	14.793	12.206.811	19.712.550	985.184		32.919.337
1999	11.703	12.419.545	20.801.640	1.009.362		34.242.250
2000	11.412	14.196.319	20.866.535	1.069.859		36.144.126
2001	13.920	14.569.034	20.913.928	988.345		36.485.227
2002	13.260	15.014.365	21.466.298	1.027.624		37.521.547
2003	13.052	17.315.641	24.931.477	1.011.529		43.271.699
2004	12.784	17.604.133	25.598.168	1.199.531		44.414.616
2005	6.219	19.725.332	27.675.166	1.231.343		48.638.060
2006	6.109	24.052.540	33.503.717	1.174.015		58.736.381
2007	6.000	25.709.000	38.652.000	1.740.000		66.107.000
1984-2007	1.146.456	328.012.909	530.642.437	29.818.365	153.234	889.773.400

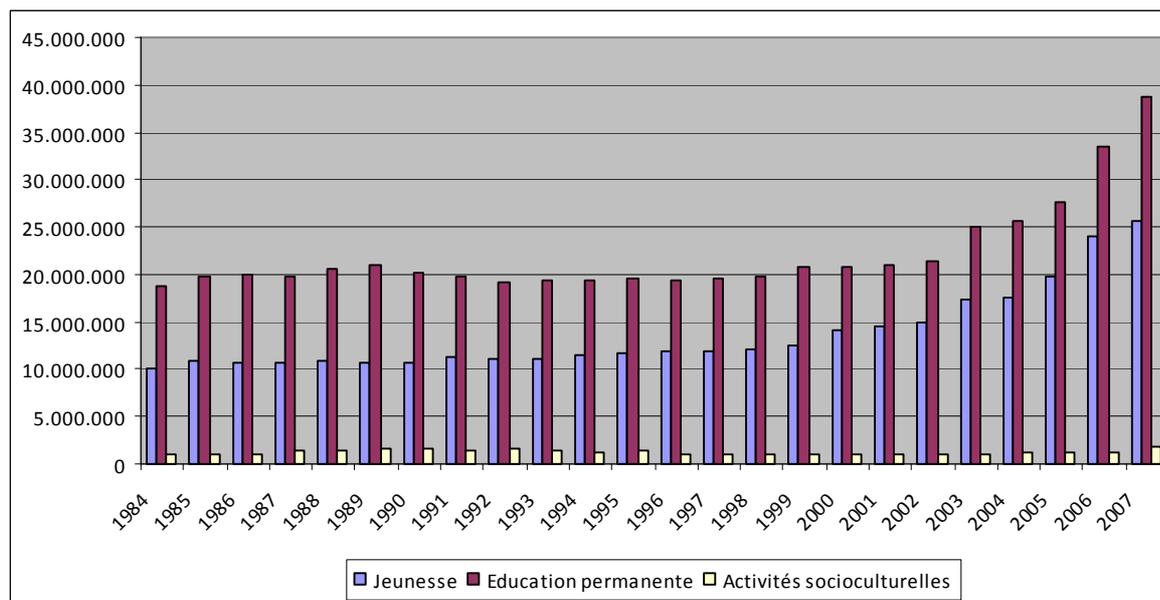
Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Sur la période considérée (entre 1984 et 2007), la progression du programme « Jeunesse » (2) suit un rythme annuel moyen de 6,39 % en euros courants, et de 4,12 % en euros constants. Le programme « Éducation permanente » (3) progresse au rythme annuel moyen de 5,43 % en termes nominaux et de 3,18 % en termes réels.

Comme pour le programme consacré aux Centres culturels (DO 20), la forte hausse des dépenses observée à partir de 2003-2004 peut en partie s'expliquer par les effets du Décret du 17 décembre 2003²³, décret portant sur des dispositions diverses en matière de subventions à l'emploi dans le secteur non-marchand. Accompagné de l'Accord dit « du non-marchand » (voté pour la période 2006-2009), qui permet de ramener les barèmes des secteurs de la Communauté française à hauteur de ceux relevant des autres niveaux de pouvoir, ces politiques récentes en faveur de la revalorisation de l'emploi ont certainement pesé sur l'évolution des dépenses allouées aux secteurs socioculturels, une évolution particulièrement perceptible dans les domaines de la jeunesse et de l'éducation permanente.

²³ Décret en vertu duquel le gouvernement octroie aux employeurs une subvention à l'emploi destinée à couvrir en tout ou en partie les rémunérations, les cotisations sociales ou les charges diverses.

Graphique 14. Montants enregistrés aux programmes « Jeunesse », « Education permanente » et « Activités socioculturelles » de 1994 à 2007 (en euros constants)



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 25. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 23 (en euros constants)

	1	2	3	4	non relié	total
1984						
1985	-0,31%	6,90%	4,84%	0,63%		5,37%
1986	7,32%	-2,11%	1,28%	1,69%		0,63%
1987	-9,41%	1,27%	-0,71%	37,49%		0,71%
1988	106,31%	2,12%	4,25%	4,01%		3,80%
1989	-89,90%	-2,72%	1,60%	6,58%		-0,09%
1990	-3,33%	-0,71%	-3,49%	-5,51%		-2,70%
1991	-3,12%	5,92%	-2,65%	-5,12%		0,04%
1992	2067,29%	-1,46%	-3,20%	6,35%		-1,09%
1993	-95,62%	0,58%	1,64%	-3,73%		-0,10%
1994	-2,32%	3,92%	0,03%	-11,06%		0,87%
1995	-1,45%	1,28%	0,38%	4,69%		0,88%
1996	-2,02%	1,27%	-0,40%	-20,38%		-0,64%
1997	-1,60%	0,79%	0,80%	-11,72%		0,37%
1998	-0,94%	2,05%	0,69%	2,12%		1,23%
1999	-20,89%	1,74%	5,52%	2,45%		4,02%
2000	-2,49%	14,31%	0,31%	5,99%		5,55%
2001	21,98%	2,63%	0,23%	-7,62%		0,94%
2002	-4,75%	3,06%	2,64%	3,97%		2,84%
2003	-1,57%	15,33%	16,14%	-1,57%		15,32%
2004	-2,06%	1,67%	2,67%	18,59%		2,64%
2005	-51,35%	12,05%	8,11%	2,65%		9,51%
2006	-1,76%	21,94%	21,06%	-4,66%		20,76%
2007	-1,79%	6,89%	15,37%	48,21%		12,55%
1984-2007	-93,05%	94,36%	47,08%	19,60%		61,67%
moyenne tca	82,88%	4,29%	3,35%	3,22%		3,63%
tcam	-11,09%	4,12%	3,18%	2,31%		3,48%
variance	1885,46%	0,38%	0,40%	2,21%		0,33%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 26. Rapport des dépenses de la DO 23 au nombre d'habitants (en euros constants)

	1	2	3	4	non relié	total
1984	0,02	2,58	4,79	0,26		7,66
1985	0,02	2,76	5,02	0,26		8,08
1986	0,02	2,71	5,10	0,27	0,04	8,14
1987	0,02	2,74	5,06	0,37		8,20
1988	0,05	2,80	5,28	0,38		8,51
1989	0,00	2,71	5,33	0,41		8,45
1990	0,00	2,69	5,14	0,38		8,21
1991	0,00	2,84	4,99	0,36		8,19
1992	0,09	2,79	4,81	0,39		8,08
1993	0,00	2,79	4,87	0,37		8,04
1994	0,00	2,90	4,86	0,33		8,09
1995	0,00	2,93	4,87	0,34		8,14
1996	0,00	2,96	4,85	0,27		8,09
1997	0,00	2,98	4,88	0,24		8,11
1998	0,00	3,04	4,90	0,25		8,19
1999	0,00	3,09	5,17	0,25		8,51
2000	0,00	3,52	5,17	0,27		8,96
2001	0,00	3,60	5,17	0,24		9,02
2002	0,00	3,69	5,27	0,25		9,22
2003	0,00	4,23	6,10	0,25		10,58
2004	0,00	4,28	6,23	0,29		10,81
2005	0,00	4,78	6,70	0,30		11,78
2006	0,00	5,79	8,06	0,28		14,13
2007	0,00	6,14	9,23	0,42		15,79

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En euros constants, les dépenses par habitant s'élèvent à 15,79 euros en 2007, dont 6,14 sont consacrés à la jeunesse et 9,23 à l'éducation permanente.

II.5. Division organique 24 : Patrimoine et Arts plastiques

II.5.1. Répartition par programme

La division 24 ne contient que deux programmes :

- 1 : Dépenses et subventions diverses en patrimoine culturel ;
- 2 : Arts plastiques.

Jusqu'en 1988, les dépenses liées à la gestion des monuments et sites étaient également enregistrées sous cette division. Cette matière a été transférée à la Région wallonne à partir de 1989 et n'est donc pas reprise dans le tableau suivant. Pour donner un ordre de grandeur, en 1988, près de 5 millions d'euros (exprimés en euros de l'époque) étaient consacrés à la gestion de cette compétence.

Tableau 27. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 24 (en euros courants)

	1	2	non relié	Total
1984	3.946.465	872.585	2.479	4.821.529
1985	3.678.740	1.085.774	2.479	4.766.992
1986	6.772.451	1.130.394	2.479	7.905.325
1987	3.983.649	1.088.253		5.071.902
1988	3.525.046	1.068.421		4.593.467
1989	2.682.208	1.400.598		4.082.806
1990	3.150.727	1.422.909		4.573.636
1991	2.932.580	1.432.825		4.365.405
1992	2.840.860	1.440.261		4.281.121
1993	2.957.370	1.355.978		4.313.347
1994	3.502.736	1.489.840		4.992.576
1995	4.672.793	880.022		5.552.815
1996	5.252.864	855.233		6.108.096
1997	5.446.221	753.596		6.199.817
1998	5.877.555	1.241.947		7.119.502
1999	5.594.957	1.187.410		6.782.367
2000	5.870.119	1.403.077		7.273.196
2001	6.586.531	1.807.144		8.393.675
2002	7.033.000	2.688.000		9.721.000
2003	7.427.000	3.035.000		10.462.000
2004	7.544.000	3.185.000		10.729.000
2005	7.233.000	4.335.000		11.568.000
2006	7.937.000	4.718.000		12.655.000
2007	8.164.000	4.559.000		12.723.000
1984-2007	124.611.870	44.436.267	7.437	169.055.574

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Le rythme de progression moyen de cette DO est de 4,31 % en euros courants. Entre 1984 et 2007, les montants alloués à cette DO sont multipliés par 2,63.

Tableau 28. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 24 (en euros constants)

	1	2	non relié	total
1984	6.478.110	1.432.346	4.069	7.914.526
1985	5.757.928	1.699.442	3.880	7.461.250
1986	10.465.849	1.746.862	3.831	12.216.542
1987	6.061.547	1.655.893		7.717.440
1988	5.302.416	1.607.132		6.909.547
1989	3.912.776	2.043.178		5.955.954
1990	4.443.276	2.006.641		6.449.916
1991	4.006.805	1.957.678		5.964.483
1992	3.789.329	1.921.117		5.710.446
1993	3.839.244	1.760.324		5.599.568
1994	4.441.714	1.889.222		6.330.935
1995	5.839.531	1.099.753		6.939.284
1996	6.431.816	1.047.181		7.478.997
1997	6.561.712	907.947		7.469.659
1998	7.014.626	1.482.213		8.496.840
1999	6.603.277	1.401.404		8.004.682
2000	6.755.805	1.614.774		8.370.579
2001	7.397.272	2.029.586		9.426.858
2002	7.771.271	2.970.166		10.741.436
2003	8.078.094	3.301.066		11.379.160
2004	8.036.646	3.392.990		11.429.637
2005	7.496.891	4.493.159		11.990.050
2006	8.081.662	4.803.991		12.885.653
2007	8.164.000	4.559.000		12.723.000
1984-2007	152.731.596	52.823.065	11.780	205.566.442

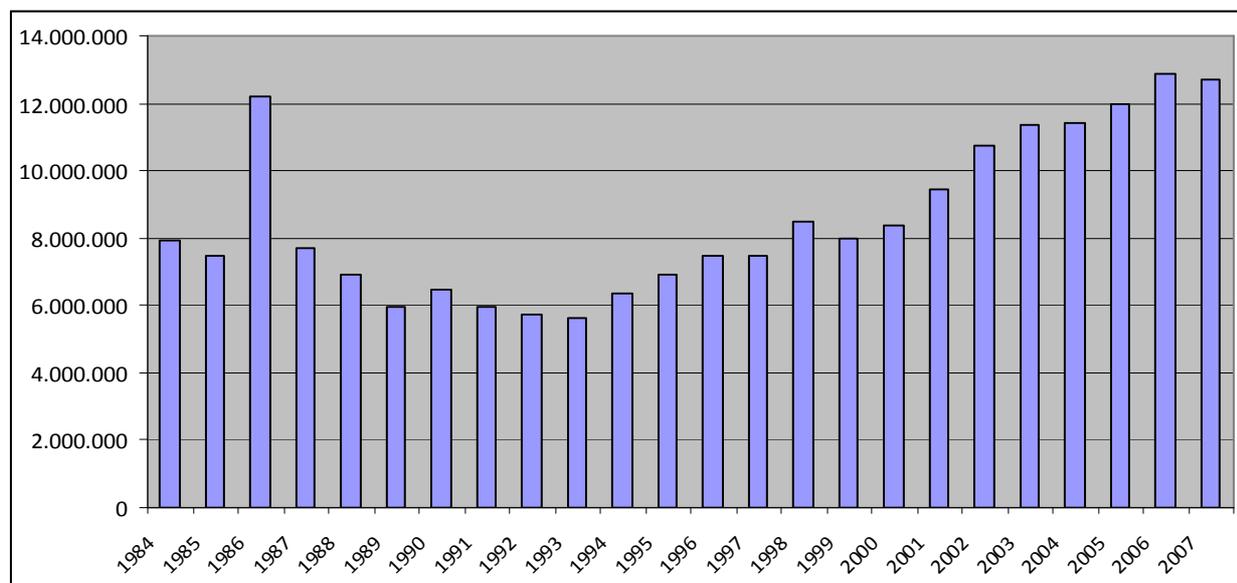
Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les dépenses enregistrées au programme 1 « Dépenses et subventions diverses en patrimoine culturel » ont connu une hausse annuelle moyenne de 1,01 % en termes réels. La forte augmentation que connaît le programme 1 en 1986 s'explique par un crédit plus important que les autres années pour l'achat d'œuvres d'art (près de 2,8 millions d'euros en plus qu'en 1985 et 1987).

Le programme 2 « Arts plastiques » connaît, quant à lui, un taux de croissance annuel moyen de 5,16 %.

En termes réels (euros constants de 2007), la multiplication des moyens de la DO 24 se fait par un facteur de 1,60 soit à un rythme annuel moyen de 2,09 %.

Graphique 15. Montants enregistrés aux programmes de la DO 24 (en euros constants)



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 29. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 24 (en euros constants)

	1	2	non relié	total
1984				
1985	-11,12%	18,65%	-4,65%	-5,73%
1986	81,76%	2,79%	-1,27%	63,73%
1987	-42,08%	-5,21%		-36,83%
1988	-12,52%	-2,94%		-10,47%
1989	-26,21%	27,13%		-13,80%
1990	13,56%	-1,79%		8,29%
1991	-9,82%	-2,44%		-7,53%
1992	-5,43%	-1,87%		-4,26%
1993	1,32%	-8,37%		-1,94%
1994	15,69%	7,32%		13,06%
1995	31,47%	-41,79%		9,61%
1996	10,14%	-4,78%		7,78%
1997	2,02%	-13,30%		-0,12%
1998	6,90%	63,25%		13,75%
1999	-5,86%	-5,45%		-5,79%
2000	2,31%	15,23%		4,57%
2001	9,50%	25,69%		12,62%
2002	5,06%	46,34%		13,95%
2003	3,95%	11,14%		5,94%
2004	-0,51%	2,78%		0,44%
2005	-6,72%	32,42%		4,90%
2006	7,80%	6,92%		7,47%
2007	1,02%	-5,10%		-1,26%
1984-2007	26,02%	218,29%		60,76%
moyenne tca	3,14%	7,24%	-2,96%	3,41%
tcam	1,01%	5,16%		2,09%
variance	5,08%	4,70%	0,06%	3,03%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Si le taux de croissance annuel moyen est de 2,09 %, on observe que les fluctuations sont importantes d'une année à l'autre. De 1987 à 1993, quasi tous les taux de croissance annuels sont négatifs. À partir de 1994, les moyens consacrés au patrimoine et aux arts plastiques sont par contre en augmentation presque chaque année, sauf en 2007.

Tableau 30. Rapport des dépenses de la DO 24 au nombre d'habitants (en euros constants)

	1	2	non relié	total
1984	1,65	0,36	0,00	2,01
1985	1,47	0,43	0,00	1,90
1986	2,67	0,45	0,00	3,12
1987	1,55	0,42		1,97
1988	1,35	0,41		1,76
1989	0,99	0,52		1,51
1990	1,13	0,51		1,63
1991	1,01	0,49		1,51
1992	0,95	0,48		1,44
1993	0,96	0,44		1,41
1994	1,11	0,47		1,58
1995	1,46	0,27		1,73
1996	1,61	0,26		1,87
1997	1,64	0,23		1,86
1998	1,75	0,37		2,11
1999	1,64	0,35		1,99
2000	1,67	0,40		2,07
2001	1,83	0,50		2,33
2002	1,91	0,73		2,64
2003	1,97	0,81		2,78
2004	1,96	0,83		2,78
2005	1,82	1,09		2,90
2006	1,94	1,16		3,10
2007	1,95	1,09		3,04

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

En 2007, les dépenses par habitant s'élèvent à 3,04 euros.

II.6. Division organique 25 : Audiovisuel et Multimédia

II.6.1. Répartition par programme

Les dépenses enregistrées dans la division 25 sont ventilées selon cinq programmes :

- 0 : Subsistance ;
- 1 : Initiatives et interventions diverses ;
- 2 : Cinéma et vidéo ;
- 3 : Radio et télévision ;
- 4 : Presse.

Tableau 31. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 25 (en euros courants)

	0	1	2	3	4	total
1984		84.284	6.886.482	114.819.323		121.790.089
1985		66.931	9.345.586	122.580.869		131.993.386
1986		123.947	8.507.706	127.060.305		135.691.958
1987		99.157	8.911.772	128.314.646		137.325.576
1988		624.692	9.194.371	130.302.752		140.121.815
1989		37.184	10.949.457	134.621.058	1.013.885	146.621.583
1990		47.100	10.991.599	139.645.859	1.013.885	151.698.442
1991		52.058	11.170.082	147.077.707	1.013.885	159.313.732
1992		52.058	13.870.882	130.000.322	1.013.885	144.937.147
1993		54.537	14.665.381	131.539.741	5.228.074	151.487.733
1994		240.457	14.402.614	153.225.467	4.484.394	172.352.931
1995	19.831	205.752	13.956.405	157.722.255	4.732.287	176.636.531
1996	19.831	203.273	13.877.080	153.768.353	5.228.074	173.096.612
1997	29.747	919.685	14.380.303	158.907.186	5.228.074	179.464.996
1998	29.747	1.227.073	14.457.150	167.134.772	5.228.074	188.076.817
1999	29.747	1.199.805	14.459.629	166.983.557	5.228.074	187.900.813
2000	29.747	1.142.789	14.563.745	169.259.220	5.228.074	190.223.575
2001	29.747	1.192.368	14.588.534	171.770.381	5.228.074	192.809.105
2002	50.000	1.910.000	14.701.000	175.920.000	5.228.000	197.809.000
2003	30.000	1.816.000	15.234.000	180.950.000	5.228.000	203.258.000
2004	30.000	1.400.000	17.159.000	185.026.000	5.528.000	209.143.000
2005	30.000	1.890.000	17.409.000	191.086.000	2.928.000	213.343.000
2006		2.510.000	18.673.000	199.765.000	6.410.000	227.358.000
2007	30.000	2.666.000	19.300.000	202.592.000	7.800.000	232.388.000
1984-2005	358.399	19.765.147	321.654.778	3.740.072.775	82.990.740	4.164.841.840

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 32. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 25 (en euros constants)

	0	1	2	3	4	total
1984		138.352	11.304.140	188.475.579		199.918.071
1985		104.760	14.627.619	191.862.371		206.594.751
1986		191.542	13.147.436	196.353.431		209.692.409
1987		150.879	13.560.213	195.244.440		208.955.532
1988		939.669	13.830.281	196.002.937		210.772.886
1989		54.244	15.972.950	196.383.746	1.479.044	213.889.983
1990		66.422	15.500.774	196.933.943	1.429.819	213.930.958
1991		71.127	15.261.760	200.953.282	1.385.277	217.671.446
1992		69.438	18.501.910	173.403.124	1.352.387	193.326.860
1993		70.799	19.038.532	170.764.301	6.787.063	196.660.695
1994		304.916	18.263.522	194.300.617	5.686.525	218.555.581
1995	24.783	257.125	17.441.147	197.103.543	5.913.881	220.740.479
1996	24.282	248.895	16.991.649	188.280.095	6.401.463	211.946.384
1997	35.840	1.108.054	17.325.667	191.454.441	6.298.885	216.222.887
1998	35.502	1.464.462	17.254.028	199.468.639	6.239.497	224.462.128
1999	35.108	1.416.033	17.065.537	197.077.254	6.170.276	221.764.207
2000	34.235	1.315.214	16.761.129	194.797.123	6.016.889	218.924.589
2001	33.409	1.339.137	16.384.247	192.913.726	5.871.602	216.542.121
2002	55.249	2.110.497	16.244.199	194.386.740	5.776.796	218.573.481
2003	32.630	1.975.201	16.569.502	196.813.139	5.686.317	221.076.789
2004	31.959	1.491.424	18.279.536	197.108.767	5.888.995	222.800.682
2005	31.095	1.958.955	18.044.154	198.057.629	3.034.826	221.126.658
2006		2.555.748	19.013.339	203.405.967	6.526.830	231.501.884
2007	30.000	2.666.000	19.300.000	202.592.000	7.800.000	232.388.000
1984-2007	404.093	22.068.893	395.683.270	4.654.136.834	95.746.370	5.168.039.459

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

De 121,790 millions d'euros en 1984, les moyens de la DO atteignent 232,388 millions d'euros en 2007, soit une multiplication par 1,9 et un taux de croissance annuel moyen de 2,85 %. En euros constants, le taux de croissance annuel moyen est de 0,66 %. Il s'agit donc de la DO qui connaît la croissance la plus faible parmi les DO 20 à 25. Tout accroissement des moyens réels est suivi de peu par une diminution, de sorte qu'il est annulé après deux ou trois ans. De 1999 à 2001, les moyens réels alloués à la DO 25 sont en diminution de plus d'1 % par an, chacun des trois programmes principaux étant affecté par des progressions réelles négatives. Entre 2002 et 2004, une légère augmentation en termes réels est observée mais le taux de croissance est négatif en 2005 et faible en 2007.

Pour l'année 1988, consacrée « Année européenne du Cinéma et de la Télévision », on retrouve au programme 1 les dépenses liées à cet évènement. L'augmentation des moyens consacrés à ce même programme en 1997 est due à la création d'une allocation consacrée à l'achat de matériel pour des organismes culturels et à la mise en place du Conseil Supérieur de l'Audiovisuel.

Le budget du programme 3 est presque uniquement consacré à la RTBF. L'allure de l'évolution des moyens de cette DO est donc assez largement dictée par celle des dépenses en faveur de la RTBF. Des diminutions fortes s'observent en 1992 et 1993. Celles-ci s'expliquent par le fait que la Communauté française a réduit la dotation de la RTBF à cette époque et en contrepartie, elle a conclu au nom de cette dernière un emprunt équivalent à cette partie non versée de la dotation.

Cependant, la seule évolution des moyens attribués à la RTBF ne rend pas compte de la faible progression de la DO : les deux autres principaux programmes de la DO (2 et 4) subissent également une érosion en termes réels dans le courant de la fin de la dernière décennie et au début de celle-ci. Ainsi le programme 2, quasi-exclusivement consacré aux subventions à la Médiathèque et à la dotation au Centre du Cinéma et de l'Audiovisuel, connaît un rythme nominal moyen de croissance de 4,58 % et réel de 2,35 % sur la période considérée (1984-2007).

En 1992, les moyens attribués au programme 3 diminuent de 13 %, et en 1994, ils augmentent de 13 %. En 1992 et 1993, la Communauté française a en effet réduit la dotation de la RTBF, de même que les subventions accordées aux autres organismes d'intérêt public (le CGRI, l'ONE et l'Agence Prévention du SIDA). En contrepartie, la Communauté a conclu en son nom un emprunt équivalent à cette partie non versée de la dotation. Cet emprunt était garanti par la Communauté. Son remboursement était à charge du budget de la RTBF, mais sa dotation annuelle était augmentée de façon à couvrir intégralement les charges de cet emprunt. Ce mécanisme permettait d'alléger le solde net à financer de la Communauté pour les années 1992 et 1993. Le Conseil Supérieur des Finances a considéré que cet emprunt, ainsi que ceux relatifs aux trois autres organismes d'intérêt public, faisait partie de la dette débudgétisée de la Communauté française. Ces dispositions n'ont donc pas été renouvelées par la suite.

Depuis 1996, les charges de ces emprunts sont directement payées par la Communauté française et ces organismes ne reçoivent donc plus un supplément de subventions pour leur remboursement.

Le programme 4 (attribué à la presse) comprend un crédit non dissocié et un crédit variable, alimenté par une partie des recettes issues de la publicité des chaînes de télévision. Contrairement aux années précédentes, l'estimation 2005 du crédit variable ne figure pas dans le programme 4. Dans les faits, il s'est élevé à 3.751.413 euros. L'augmentation de 2006 s'explique par la présence de ce même au programme 4, à savoir une dotation à hauteur de 2.026.000 euros.

Tableau 33. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 25 (en euros constants)

	0	1	2	3	4	total
1984						
1985		-24,28%	29,40%	1,80%		3,34%
1986		82,84%	-10,12%	2,34%		1,50%
1987		-21,23%	3,14%	-0,56%		-0,35%
1988		522,80%	1,99%	0,39%		0,87%
1989		-94,23%	15,49%	0,19%		1,48%
1990		22,45%	-2,96%	0,28%	-3,33%	0,02%
1991		7,08%	-1,54%	2,04%	-3,12%	1,75%
1992		-2,37%	21,23%	-13,71%	-2,37%	-11,18%
1993		1,96%	2,90%	-1,52%	401,86%	1,72%
1994		330,68%	-4,07%	13,78%	-16,22%	11,13%
1995		-15,67%	-4,50%	1,44%	4,00%	1,00%
1996	-2,02%	-3,20%	-2,58%	-4,48%	8,24%	-3,98%
1997	47,60%	345,19%	1,97%	1,69%	-1,60%	2,02%
1998	-0,94%	32,17%	-0,41%	4,19%	-0,94%	3,81%
1999	-1,11%	-3,31%	-1,09%	-1,20%	-1,11%	-1,20%
2000	-2,49%	-7,12%	-1,78%	-1,16%	-2,49%	-1,28%
2001	-2,41%	1,82%	-2,25%	-0,97%	-2,41%	-1,09%
2002	65,37%	57,60%	-0,85%	0,76%	-1,61%	0,94%
2003	-40,94%	-6,41%	2,00%	1,25%	-1,57%	1,15%
2004	-2,06%	-24,49%	10,32%	0,15%	3,56%	0,78%
2005	-2,71%	31,35%	-1,29%	0,48%	-48,47%	-0,75%
2006		30,46%	5,37%	2,70%	115,06%	4,69%
2007		4,31%	1,51%	-0,40%	19,51%	0,38%
1984-2007		1826,97%	70,73%	7,49%		16,24%
moyenne tca	5,83%	55,15%	2,69%	0,41%	25,94%	0,73%
tcam		13,73%	2,35%	0,31%	9,68%	0,66%
variance	8,78%	207,48%	0,78%	0,20%	97,50%	0,15%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Tableau 34. Rapport des dépenses de la DO 25 au nombre d'habitants (en euros constants)

	0	1	2	3	4	total
1984		0,04	2,88	47,98		50,90
1985		0,03	3,73	48,87		52,63
1986		0,05	3,35	50,08		53,48
1987		0,04	3,46	49,83		53,33
1988		0,24	3,53	50,01		53,78
1989		0,01	4,05	49,79	0,37	54,23
1990		0,02	3,93	49,88	0,36	54,18
1991		0,02	3,85	50,75	0,35	54,97
1992		0,02	4,66	43,69	0,34	48,71
1993		0,02	4,78	42,85	1,70	49,35
1994		0,08	4,57	48,64	1,42	54,71
1995	0,01	0,06	4,35	49,21	1,48	55,11
1996	0,01	0,06	4,24	47,03	1,60	52,94
1997	0,01	0,28	4,32	47,73	1,57	53,90
1998	0,01	0,36	4,29	49,63	1,55	55,85
1999	0,01	0,35	4,24	48,96	1,53	55,09
2000	0,01	0,33	4,15	48,26	1,49	54,24
2001	0,01	0,33	4,05	47,67	1,45	53,51
2002	0,01	0,52	3,99	47,76	1,42	53,70
2003	0,01	0,48	4,05	48,12	1,39	54,05
2004	0,01	0,36	4,45	47,98	1,43	54,23
2005	0,01	0,47	4,37	47,97	0,74	53,56
2006		0,61	4,58	48,94	1,57	55,70
2007	0,01	0,64	4,61	48,38	1,86	55,50

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Les dépenses moyennes par habitant s'élèvent à 55,50 euros en 2007, dont 48,38 euros consacrés à la radio et à la télévision.

II.7. Le noyau dur des dépenses culturelles

Afin d'avoir une meilleure vue d'ensemble, nous reprenons ici les observations précédentes en termes de poids relatif occupé par chaque DO au sein du périmètre du noyau dur des dépenses culturelles.

Les tableaux suivants établissent l'évolution de la position relative des DO 20 à 25, et rappellent quelle est la croissance relative de chacune d'elles (ainsi que le taux de croissance annuel moyen réel).

DO20 : Affaires générales de la culture

DO21 : Promotion des arts de la scène

DO22 : Le livre

DO23 : Jeunesse et éducation permanente

DO24 : Patrimoine et arts plastiques

DO25 : Audiovisuel et multimédias

Tableau 35. Montants enregistrés aux DO 20 à 25 de 1984 à 2007 (en euros constants)

	DO 20	DO 21	DO 22	DO 23	DO 24	DO 25	Total
1984	27.149.468	50.328.036	9.094.584	30.083.336	7.914.526	199.918.071	324.487.415
1985	27.249.276	51.037.492	9.963.853	31.699.642	7.461.250	206.594.751	334.002.478
1986	29.049.244	51.408.118	9.941.025	31.899.388	12.216.542	209.692.409	344.208.453
1987	34.490.846	50.757.566	10.486.062	32.125.824	7.717.440	208.955.532	344.531.262
1988	28.212.431	51.815.748	13.569.262	33.347.049	6.909.547	210.772.886	344.627.186
1989	28.315.190	52.373.565	14.399.884	33.316.456	5.955.954	213.889.983	348.247.911
1990	29.526.283	53.281.159	13.308.851	32.417.383	6.449.916	213.930.958	348.914.244
1991	30.249.174	54.039.694	10.696.103	32.430.393	5.964.483	217.671.446	351.050.965
1992	29.547.506	55.185.868	12.393.023	32.077.032	5.710.446	193.326.860	328.238.207
1993	32.155.681	55.505.468	11.920.000	32.046.264	5.599.568	196.660.695	333.888.731
1994	32.553.707	55.857.275	12.652.440	32.324.234	6.330.935	218.555.581	358.276.243
1995	47.174.739	56.644.579	12.955.395	32.608.438	6.939.284	220.740.479	377.063.337
1996	46.179.161	56.810.185	13.494.975	32.398.867	7.478.997	211.946.384	368.310.225
1997	45.666.169	56.820.305	13.577.397	32.518.852	7.469.659	216.222.887	372.276.341
1998	47.312.487	58.475.747	13.833.991	32.919.337	8.496.840	224.462.128	385.600.316
1999	49.669.401	60.683.946	14.069.632	34.242.250	8.004.682	221.764.207	388.545.964
2000	52.431.663	64.928.819	15.417.385	36.144.126	8.370.579	218.924.589	396.347.197
2001	52.983.622	68.293.776	15.972.205	36.485.227	9.426.858	216.542.121	399.825.751
2002	54.039.779	68.953.322	16.118.232	37.521.547	10.741.436	218.573.481	405.946.961
2003	54.942.354	69.828.890	16.747.879	43.271.699	11.379.160	221.076.789	417.246.030
2004	52.080.537	70.539.585	16.428.039	44.414.616	11.429.637	222.800.682	417.690.423
2005	51.747.512	71.052.075	16.166.045	48.638.060	11.990.050	221.126.658	420.719.320
2006	46.127.686	72.070.302	17.037.980	58.736.381	12.885.653	231.532.431	438.387.130
2007	43.105.000	75.511.000	17.727.000	66.107.000	12.723.000	232.388.000	447.561.000
1984-2007	971.958.915	1.432.202.521	327.971.242	889.773.400	205.566.442	5.168.070.006	8.995.616.514
tcg	58,77%	50,04%	94,92%	119,75%	60,76%	16,24%	37,93%
tcam	2,03%	1,78%	2,94%	3,48%	2,09%	0,66%	1,41%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Le taux de croissance annuel moyen du noyau dur s'élève à 1,41 %. Les taux de croissance moyens des DO 20 à 24 sont supérieurs au taux de l'ensemble. Le taux de croissance annuel moyen de ces cinq DO prises dans leur ensemble est de 3,62 %. Ces divisions voient leur part relative progresser au cours de la période.

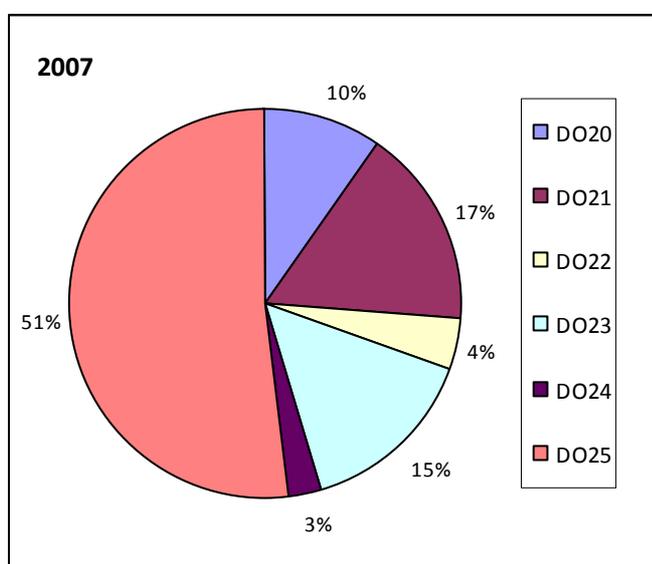
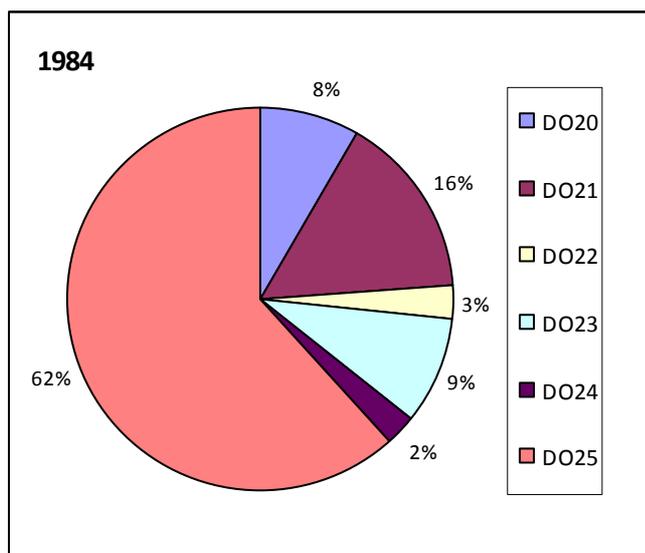
Seule la DO 25, avec une croissance moyenne annuelle réelle de 0,66 %, subit une diminution de son poids relatif par rapport aux autres DO du noyau dur, passant de 61,61 % en 1984 à 51,92 % en 2007.

Tableau 36. Évolution du poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur de la culture de 1984 à 2007

	DO 20	DO 21	DO 22	DO 23	DO 24	DO 25	Total
1984	8,37%	15,51%	2,80%	9,27%	2,44%	61,61%	100,00%
1985	8,16%	15,28%	2,98%	9,49%	2,23%	61,85%	100,00%
1986	8,44%	14,94%	2,89%	9,27%	3,55%	60,92%	100,00%
1987	10,01%	14,73%	3,04%	9,32%	2,24%	60,65%	100,00%
1988	8,19%	15,04%	3,94%	9,68%	2,00%	61,16%	100,00%
1989	8,13%	15,04%	4,13%	9,57%	1,71%	61,42%	100,00%
1990	8,46%	15,27%	3,81%	9,29%	1,85%	61,31%	100,00%
1991	8,62%	15,39%	3,05%	9,24%	1,70%	62,01%	100,00%
1992	9,00%	16,81%	3,78%	9,77%	1,74%	58,90%	100,00%
1993	9,63%	16,62%	3,57%	9,60%	1,68%	58,90%	100,00%
1994	9,09%	15,59%	3,53%	9,02%	1,77%	61,00%	100,00%
1995	12,51%	15,02%	3,44%	8,65%	1,84%	58,54%	100,00%
1996	12,54%	15,42%	3,66%	8,80%	2,03%	57,55%	100,00%
1997	12,27%	15,26%	3,65%	8,74%	2,01%	58,08%	100,00%
1998	12,27%	15,17%	3,59%	8,54%	2,20%	58,23%	100,00%
1999	12,79%	15,62%	3,62%	8,82%	2,06%	57,09%	100,00%
2000	13,23%	16,39%	3,89%	9,12%	2,11%	55,25%	100,00%
2001	13,26%	17,09%	4,00%	9,13%	2,36%	54,18%	100,00%
2002	13,31%	16,99%	3,97%	9,24%	2,65%	53,84%	100,00%
2003	13,17%	16,74%	4,01%	10,37%	2,73%	52,98%	100,00%
2004	12,47%	16,89%	3,93%	10,63%	2,74%	53,34%	100,00%
2005	12,30%	16,89%	3,84%	11,56%	2,85%	52,56%	100,00%
2006	10,52%	16,44%	3,89%	13,40%	2,94%	52,81%	100,00%
2007	9,63%	16,87%	3,96%	14,77%	2,84%	51,92%	100,00%
tcg 1984-2007	15,11%	8,78%	41,32%	59,32%	16,55%	-15,72%	15,11%
tcam	0,61%	0,37%	1,52%	2,05%	0,67%	-0,74%	0,61%

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Graphique 16. Poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur des dépenses culturelles, en 1984 et 2007



Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC

De manière générale, on observe que l'évolution du poids occupé par chaque Division organique dans le noyau dur du périmètre culturel demeure assez constante dans le temps. Entre 1984 et 2007 en effet, cette constance observée dans la répartition des moyens octroyés par secteur d'activité témoigne d'une relative stabilité, voire d'une certaine cohérence des décisions prises par les gouvernements successifs en matière de politiques culturelles.

Lorsque l'on compare cette répartition par secteur d'activités, on observe une progression importante des crédits alloués aux secteurs de la jeunesse et de l'éducation permanente (DO 23). A contrario, le secteur du livre (DO 22) ou celui du Patrimoine et des Arts plastiques (DO 24) restent peu ou prou à leur niveau de 1984, en enregistrant des pourcentages avoisinant à peine les 3% ou 4% du total du noyau dur.

Quand à la Division organique consacrée à l’audiovisuel et aux multimédias (DO 25), même si son poids relatif passe de 62% à 51% (au profit des autres secteurs d’activités), il reste tout de même à un niveau très élevé, une évolution stable qui, au fil des années, reflète une volonté de préserver l’héritage du monopole public sur l’audiovisuel.

Le tableau ci-dessous reprend les dépenses moyennes allouées par DO et par habitant.

Tableau 37. Rapport des dépenses des DO 20 à 25 au nombre d’habitants (en euros constants de 2007)

	DO 20	DO 21	DO 22	DO 23	DO 24	DO 25	Total
1984	6,91	12,81	2,32	7,66	2,01	50,90	82,61
1985	6,94	13,00	2,54	8,08	1,90	52,63	85,09
1986	7,41	13,11	2,54	8,14	3,12	53,48	87,78
1987	8,80	12,96	2,68	8,20	1,97	53,33	87,94
1988	7,20	13,22	3,46	8,51	1,76	53,78	87,94
1989	7,18	13,28	3,65	8,45	1,51	54,23	88,29
1990	7,48	13,50	3,37	8,21	1,63	54,19	88,37
1991	7,64	13,65	2,70	8,19	1,51	54,98	88,66
1992	7,45	13,91	3,12	8,08	1,44	48,71	82,71
1993	8,07	13,93	2,99	8,04	1,41	49,35	83,78
1994	8,15	13,98	3,17	8,09	1,58	54,70	89,68
1995	11,78	14,14	3,23	8,14	1,73	55,11	94,14
1996	11,53	14,19	3,37	8,09	1,87	52,94	91,99
1997	11,38	14,16	3,38	8,11	1,86	53,90	92,80
1998	11,77	14,55	3,44	8,19	2,11	55,85	95,91
1999	12,34	15,07	3,50	8,51	1,99	55,09	96,49
2000	12,99	16,09	3,82	8,96	2,07	54,24	98,17
2001	13,09	16,88	3,95	9,02	2,33	53,51	98,77
2002	13,28	16,94	3,96	9,22	2,64	53,70	99,74
2003	13,43	17,07	4,09	10,58	2,78	54,05	102,01
2004	12,68	17,17	4,00	10,81	2,78	54,23	101,67
2005	12,53	17,21	3,92	11,78	2,90	53,56	101,90
2006	11,10	17,34	4,10	14,13	3,10	55,71	105,49
2007	10,29	18,03	4,23	15,79	3,04	55,50	106,89

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

II.8. Division organique 57 : Enseignement artistique

Les dépenses enregistrées dans la division 57, en 2007, sont réparties en neuf programmes :

- 0 : Subsistance administration – Enseignement et recherche ;
- 1 : Subsistance administration – Personnel de l’enseignement ;
- 2 : Initiatives et subventions diverses ;
- 3 : Dépenses de personnel des établissements d’enseignement supérieur ;
- 4 : Fonctionnement des établissements d’enseignement supérieur ;
- 5 : Dépenses de personnel des établissements d’enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés ;
- 6 : Fonctionnement des établissements d’enseignement secondaire de plein exercice officiels subventionnés ;
- 7 : Dépenses de personnel des établissements d’enseignement à horaire réduit ;
- 8 : Fonctionnement des établissements d’enseignement à horaire réduit ;
- 9 : Equipements.

Cette structure est fixée dans le budget 1998. Indiquons que la présentation des dépenses en matière d’enseignement artistique a beaucoup varié dans le temps : elle a subi, par exemple, des modifications importantes lors de l’élaboration des budgets de 1991, 1993, 1995 et 1996.

Les documents et informations disponibles jusqu’à présent n’ont pas permis de reclasser toutes les données antérieures à 1998 selon la structuration 2007 de la division 57. Nous présentons donc les données relatives à l’enseignement artistique pour l’ensemble de la période en un seul bloc. En effet, pour les premières années, le volume important des montants qui n’ont pu être reliés à la structure actuelle du budget de l’enseignement artistique empêche de poursuivre l’analyse en « descendant » au niveau détaillé des programmes.

Tableau 38. Montants enregistrés à la DO 57, de 1984 à 2007

	total euros courants	total euros constants	Croissance annuelle des dépenses en euros constants	dépenses par habitant (euros constants)
1984	57.449.324	94.302.896		24,01
1985	59.762.171	93.539.163	-0,81%	23,83
1986	61.564.357	95.138.861	1,71%	24,26
1987	64.286.228	97.818.362	2,82%	24,97
1988	71.574.297	107.662.902	10,06%	27,47
1989	74.350.705	108.462.006	0,74%	27,50
1990	77.434.500	109.201.100	0,68%	27,66
1991	82.186.619	112.292.143	2,83%	28,36
1992	88.755.798	118.388.419	5,43%	29,83
1993	95.600.138	124.107.670	4,83%	31,14
1994	99.757.312	126.499.255	1,93%	31,66
1995	101.849.534	127.280.097	0,62%	31,78
1996	103.158.411	126.311.267	-0,76%	31,55
1997	104.769.719	126.228.577	-0,07%	31,47
1998	107.013.156	127.715.904	1,18%	31,78
1999	109.058.277	128.712.708	0,78%	31,97
2000	112.052.831	128.959.410	0,19%	31,95
2001	111.874.348	125.645.045	-2,57%	31,05
2002	113.859.000	125.811.050	0,13%	30,91
2003	121.025.000	131.634.762	4,63%	32,18
2004	125.546.000	133.744.540	1,60%	32,55
2005	132.172.000	136.994.196	2,43%	33,18
2006	135.305.000	137.771.103	0,57%	33,15
2007	139.427.000	139.427.000	1,20%	33,30
1984-2007	2.349.831.726	2.883.648.433	47,85%	
moyenne tca			3,67%	
tcam			1,71%	
variance			0,07%	

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

Un saut important est observé en 1988. Cette année-là, les allocations consacrées aux subventions-traitements accordées aux établissements d'enseignement artistique subventionnés libres ou officiels voient leurs moyens augmenter de 6,430 millions d'euros de l'époque.

La dépense par habitant en 2005 s'élève à 33,30 euros.

II.9. Division organique 46 : Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-arts de Belgique

Les dépenses enregistrées dans la division 46 sont ventilées selon trois programmes :

- 0 : Subsistance administration – Enseignement et recherche,
- 1 : Subsistance administration – Personnel de l’enseignement,
- 2 : Subventions diverses.

Tableau 39. Montants enregistrés à la DO 46, de 1984 à 2007

	total euros courants	total euros constants	Croissance annuelle des dépenses en euros constants	dépenses par habitant (euros constants)
1984	867.627	1.424.208		0,36
1985	875.064	1.369.642	-3,83%	0,35
1986	929.601	1.436.564	4,89%	0,37
1987	932.080	1.418.259	-1,27%	0,36
1988	902.332	1.357.299	-4,30%	0,35
1989	919.685	1.341.627	-1,15%	0,34
1990	937.038	1.321.446	-1,50%	0,33
1991	941.995	1.287.055	-2,60%	0,33
1992	941.995	1.256.496	-2,37%	0,32
1993	1.053.547	1.367.711	8,85%	0,34
1994	934.559	1.185.086	-13,35%	0,30
1995	946.953	1.183.396	-0,14%	0,30
1996	954.390	1.168.593	-1,25%	0,29
1997	758.554	913.921	-21,79%	0,23
1998	999.011	1.192.279	30,46%	0,30
1999	1.031.237	1.217.086	2,08%	0,30
2000	1.125.437	1.295.243	6,42%	0,32
2001	1.155.184	1.297.376	0,16%	0,32
2002	1.160.000	1.281.768	-1,20%	0,31
2003	1.160.000	1.261.692	-1,57%	0,31
2004	1.114.000	1.186.748	-5,94%	0,29
2005	1.151.000	1.192.993	0,53%	0,29
2006	1.151.000	1.171.978	-1,76%	0,28
2007	1.130.000	1.130.000	-3,58%	0,27
1984-2007	24.072.290	30.258.466	-20,66%	
moyenne tca			-0,62%	
tcam			-1,00%	
variance			0,83%	

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

De 1984 à 2007, les moyens accordés à l’Académie et exprimés en euros courants sont multipliés par 1,30. En euros constants, l’Académie voit ses moyens se réduire au cours de la période envisagée (-20,66 % en 2007 par rapport à 1984).

La dépense par habitant s’élève à 0,27 euro en 2005.

II.10. Division organique 15.2 : Infrastructures culturelles

La division 15 contient trois programmes :

- 1 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements dans le domaine de la santé et des affaires sociales ;
- 2 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements de la culture ;
- 3 : Charges d'emprunt, investissements et subventions pour investissements pour le sport.

Seul le programme 2 intéresse la présente étude.

Tableau 40. Montants enregistrés à la DO 15.2, de 1984 à 2007

	total euros courants	total euros constants	Croissance annuelle des dépenses en euros constants	dépenses par habitant (euros constants)
1984	13.413.519	22.018.252		5,61
1985	14.308.414	22.395.389	1,71%	5,70
1986	13.572.170	20.973.837	-6,35%	5,35
1987	10.299.976	15.672.514	-25,28%	4,00
1988	9.479.448	14.259.097	-9,02%	3,64
1989	10.195.861	14.873.612	4,31%	3,77
1990	9.184.455	12.952.270	-12,92%	3,28
1991	9.593.479	13.107.636	1,20%	3,31
1992	10.029.772	13.378.381	2,07%	3,37
1993	8.725.852	11.327.862	-15,33%	2,84
1994	10.656.943	13.513.750	19,30%	3,38
1995	10.359.470	12.946.101	-4,20%	3,23
1996	10.119.014	12.390.124	-4,29%	3,09
1997	9.861.204	11.880.969	-4,11%	2,96
1998	9.995.067	11.928.711	0,40%	2,97
1999	10.661.901	12.583.384	5,49%	3,13
2000	13.016.889	14.980.883	19,05%	3,71
2001	19.997.571	22.459.087	49,92%	5,55
2002	15.888.000	17.555.801	-21,83%	4,31
2003	16.268.000	17.694.148	0,79%	4,33
2004	16.152.000	17.206.775	-2,75%	4,19
2005	18.302.000	18.969.735	10,25%	4,59
2006	17.467.000	17.785.358	-6,24%	4,28
2007	15.792.000	15.792.000	-11,21%	3,77
1984-2007	303.340.005	378.645.675	-28,28%	
moyenne tca			-1,56%	
tcam			-1,43%	
variance			2,61%	

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française et calculs OPC.

De 1984 à 2007, les dépenses consacrées aux infrastructures culturelles et exprimées en euros constants diminuent de 28,28 % (croissance annuelle moyenne de – 1,43 %).

Le saut de 2000 à 2001 (croissance de près de 50 %) résulte (en partie seulement) d'une augmentation due aux circonstances liées au départ du Théâtre national (quittant le siège de la Tour Rogier), qui débouchent sur l'achat du Kladaradatsch par la Communauté. Un montant de près de 3 millions d'euros est en effet imputé à l'allocation 72.43-23 pour cette acquisition. De même, l'augmentation de 2005 correspond largement aux dépenses liées à la nouvelle implantation du Théâtre national dans la capitale.

La dépense par habitant est de 3,77 euros en 2007 et elle était de 5,55 euros en 2001.

ANNEXE 1 : Calculs

Calcul du taux de croissance annuel moyen (tcam)

Pour l'analyse, le taux de croissance annuel moyen (tcam) a été calculé sur base de la formule suivante :

$$tcam_{j,2005} = \left[\left(1 + tcg_{j,2005} \right)^{\frac{1}{2005-j}} \right] - 1$$

Où, $tcg_{j,2005} = \frac{y_{2005} - y_j}{y_j}$ est le taux de croissance global pour la période allant de l'année j (1984 ou une année postérieure lorsque nous ne disposons pas de données cohérentes pour les premières années de la période couverte par cette étude) à l'année 2005, et y_j , le montant budgétisé pour l'année j.

À comparer à ce taux annuel moyen, a également été établie la moyenne arithmétique des taux de croissance annuel et la variance de cette série de données :

$$\sigma^2 = \frac{1}{2005 - j} \sum_{t=j}^{2005} (y_t - r_{j,2005})^2$$

où $r_{j,2005}$ est la moyenne arithmétique des taux de croissance annuels.

La variance est une mesure de dispersion par rapport à la moyenne. Elle permet de voir si les données des différentes années s'écartent plus ou moins de la moyenne.

ANNEXE 2 : Les écoles d'architecture

	DO 51 Ens. fondamental	DO 52 Ens. secondaire	DO 53 Ens. special	DO 54 Ens. univ	DO55 Ens. sup	DO 56 Ens. promo soc	DO 58 Ens. distance	Total		Ens. (hors architecture)	
1984	672.500.428	1.284.594.161	158.064.348	382.311.310	159.576.499	52.781.489		2.709.828.235	Déjà en DO 55	2.709.828.235	
1985	724.025.097	1.387.665.810	165.972.152	369.120.895	173.577.525	61.772.587		2.882.134.066		2.882.134.066	
1986	729.711.774	1.392.908.758	165.084.693	410.491.846	167.863.579	58.949.080		2.925.009.730		2.925.009.730	
1987	722.986.423	1.343.406.900	164.702.937	406.458.618	167.504.134	60.305.058		2.865.364.069		2.865.364.069	
1988	728.095.508	1.363.553.207	170.999.432	415.762.062	168.153.615	60.029.896		2.906.593.720		2.906.593.720	
1989	764.310.273	1.454.121.106	185.305.368	458.657.557	179.313.781	65.957.030	2.496.288	3.110.161.403		3.110.161.403	
1990	795.725.820	1.502.487.612	195.583.033	461.017.504	195.307.871	68.242.608	2.602.882	3.220.967.330		3.220.967.330	
1991	855.173.166	1.610.217.180	208.594.964	472.076.034	208.602.401	63.792.920	2.736.745	3.421.193.409		3.421.193.409	
1992	913.904.100	1.683.558.958	222.586.075	467.551.977	221.024.346	75.267.911	2.972.243	3.586.865.609		3.586.865.609	
1993	993.678.715	1.771.903.252	236.641.638	470.940.682	240.174.120	83.012.105	2.840.860	3.799.191.371		3.799.191.371	
1994	1.021.259.349	1.826.291.091	249.663.485	485.008.639	251.991.205	99.796.975	2.783.844	3.936.794.588		3.936.794.588	
1995	1.053.178.119	1.833.846.886	256.602.024	427.774.982	264.497.433	109.893.678	2.843.339	3.948.636.462		3.948.636.462	
1996	1.055.215.804	1.775.958.790	254.333.799	425.516.672	266.505.371	110.746.432	2.828.465	3.891.105.332		Architecture	3.891.105.332
1997	1.093.788.036	1.804.840.865	261.738.378	437.482.493	282.645.718	115.850.560	2.806.155	3.999.152.204		11.802.211	3.987.349.993
1998	1.111.735.527	1.773.898.795	265.159.309	437.864.249	291.014.603	109.365.665	2.793.760	3.991.831.908	12.020.357	3.979.811.551	
1999	1.153.014.757	1.819.325.283	274.529.684	443.865.751	296.279.862	110.158.925	2.764.013	4.099.938.275	12.493.834	4.087.444.441	
2000	1.197.531.476	1.838.787.404	285.394.857	454.666.472	302.948.198	114.514.414	2.657.419	4.196.500.239	12.664.880	4.183.835.359	
2001	1.247.588.616	1.885.131.098	297.288.789	471.421.595	318.206.044	122.801.494	2.689.645	4.345.127.281	13.006.973	4.332.120.308	
2002	1.288.298.000	1.908.177.000	307.704.000	478.784.000	331.324.000	125.399.000	2.592.000	4.442.278.000	12.724.000	4.429.554.000	
2003	1.331.361.000	1.954.516.000	320.292.000	486.831.000	332.133.000	124.798.000	2.970.000	4.552.901.000	12.672.000	4.540.229.000	
2004	1.372.467.000	2.025.689.000	337.412.000	500.326.000	341.153.000	130.598.000	2.902.000	4.710.547.000	12.637.000	4.697.910.000	
2005	1.454.988.000	2.142.562.000	360.099.000	519.544.000	351.782.000	137.466.000	3.012.000	4.969.453.000	12.881.000	4.956.572.000	
2006	1.516.255.000	2.194.060.000	373.259.000	543.109.000	363.151.000	149.431.000	2.980.000	5.142.245.000	13.440.000	5.128.805.000	
2007	1.556.913.000	2.256.681.000	389.159.000	559.596.000	374.080.000	156.535.000	2.750.000	5.295.714.000	14.151.000	5.281.563.000	

Sources : Documents budgétaires de la Communauté française, Moniteur Belge (3/02/1983, 2/08/1983, 5/08/1983, 14/12/1983, 9/08/1984, 10/10/1985, 6/08/1988, 19/08/1988, 20/08/1988, 11/02/1989, 4/01/1990, 9/01/1990), calculs CREW (période 1984-1989).

ANNEXE 3 : Périmètre culturel

Evolution des dépenses culturelles - Périmètre culturel
DIVISIONS ORGANIQUES PROGRAMMES Activités AB éventuellement
DO11 AFFAIRES GENERALES - SECRETARIAT GENERAL PROGRAMME 1 : SECRETARIAT GENERAL 13 - Bibliothèques 14 - Cinématèque 18 - Observatoire des politiques culturelles 19 - Conseil de l'éducation aux médias PROGRAMME 3 : INFORMATION, PROMOTION, RAYONNEMENT DE LA LANGUE, DE LA CULTURE FRANCAISE ET DE LA COMMUNAUTE DE WALLONIE-BRUXELLES 31 - Information, promotion, rayonnement de la langue, de la culture française et de la Communauté française
DO14 RELATIONS INTERNATIONALES ET ACTIONS DU FONDS SOCIAL EUROPEEN PROGRAMME 1 : RELATIONS INTERNATIONALES 12 - Interventions diverses dans le cadre des relations internationales PROGRAMME 4 : PROMOTION CULTURELLE INTERNATIONALE 41 - Services extérieurs de promotion culturelle (WBI - WBM - WBT)
DO15 INFRASTRUCTURES DE LA SANTE, DES AFFAIRES SOCIALES, DE LA CULTURE ET DU SPORT PROGRAMME 2 : CHARGES D'EMPRUNT, INVESTISSEMENT ET SUBVENTIONS POUR INVESTISSEMENTS DE LA CULTURE
DO20 AFFAIRES GENERALES - CULTURE
DO21 ARTS DE LA SCENE
DO22 LIVRE
DO23 JEUNESSE ET EDUCATION PERMANENTE
DO24 PATRIMOINE CULTUREL ET ARTS PLASTIQUES
DO25 AUDIOVISUEL ET MULTIMEDIAS
DO46 ACADEMIE ROYALE DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES BEAUX-ARTS DE BELGIQUE
DO57 ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE
Autres matières culturelles
DO10 SERVICES DU GOUVERNEMENT DE LA COMMUNAUTE FRANCAISE ET ORGANISMES NON RATTACHES AUX DIVISIONS ORGANIQUES PROGRAMME 4 : CELLULE D'ASSISTANCE TECHNIQUE 42 - Loterie nationale
DO55 ENSEIGNEMENT SUPERIEUR HORS UNIVERSITE ET HAUTES ECOLES PROGRAMME 6 : FONCTIONNEMENT DES ECOLES D'ARCHITECTURE

LISTE DES TABLEAUX :

Tableau 1. Évolution des crédits alloués à la culture de 1984 à 2007, selon le noyau dur	11
Tableau 2. Évolution des crédits alloués à la culture de 1984 à 2007, selon le périmètre culturel	12
Tableau 3. Évolution des dépenses culturelles (noyau dur) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2007	14
Tableau 4. Évolution des dépenses culturelles (périm. culturel) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2007	16
Tableau 5. Évolution des dépenses culturelles (noyau dur) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2007	19
Tableau 6. Évolution des dépenses culturelles (périm. cult.) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2007	21
Tableau 7. Évolution des dépenses de culture (noyau dur) et dépenses d'enseignement de 1984 à 2007.....	23
Tableau 8. Évolution des dépenses de culture (périm. cult.) et dépenses d'enseignement entre 1984 à 2007	25
Tableau 9. Part de la culture (noyau dur) dans l'ensemble des dép. communautaires de 1994 à 2007.....	26
Tableau 10. Part de la culture (périm. cult.) dans l'ensemble des dép. communautaires de 1994 à 2007	28
Tableau 11. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 20 (en euros courants)	30
Tableau 12. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 20 (en euros constants).....	31
Tableau 13. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 20 (en euros constants)	32
Tableau 14. Rapport des dépenses de la DO 20 au nombre d'habitants (en euros constants).....	33
Tableau 15. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 21 (en euros courants)	34
Tableau 16. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 21 (en euros constants).....	36
Tableau 17. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 21 (en euros constants)	38
Tableau 18. Rapport des dépenses de la DO 21 au nombre d'habitants (en euros constants).....	39
Tableau 19. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 22 (en euros courants)	40
Tableau 20. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 22 (en euros constants).....	41
Tableau 21. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 22 (en euros constants)	42
Tableau 22. Rapport des dépenses de la DO 22 au nombre d'habitants (en euros constants).....	43
Tableau 23. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 23 (en euros courants)	44
Tableau 24. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 23 (en euros constants).....	45
Tableau 25. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 23 (en euros constants)	46
Tableau 26. Rapport des dépenses de la DO 23 au nombre d'habitants (en euros constants).....	47
Tableau 27. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 24 (en euros courants)	48
Tableau 28. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 24 (en euros constants).....	49
Tableau 29. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 24 (en euros constants)	50
Tableau 30. Rapport des dépenses de la DO 24 au nombre d'habitants (en euros constants).....	51
Tableau 31. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 25 (en euros courants)	52
Tableau 32. Montants enregistrés aux différents programmes de la DO 25 (en euros constants).....	53
Tableau 33. Taux de croissance relatifs aux montants enregistrés à la DO 25 (en euros constants)	55
Tableau 34. Rapport des dépenses de la DO 25 au nombre d'habitants (en euros constants).....	56
Tableau 35. Montants enregistrés aux DO 20 à 25 de 1984 à 2007 (en euros constants)	57
Tableau 36. Évolution du poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur de la culture de 1984 à 2007.....	58
Tableau 37. Rapport des dépenses des DO 20 à 25 au nombre d'habitant (en euros constants).....	60
Tableau 38. Montants enregistrés à la DO 57, de 1984 à 2007.....	62
Tableau 39. Montants enregistrés à la DO 46, de 1984 à 2007.....	63
Tableau 40. Montants relatifs à la culture enregistrés à la DO 15.2, de 1984 à 2007	64

LISTE DES GRAPHIQUES :

Graphique 1. Taux de croissance annuel des dépenses de culture (noyau dur), en euros constants de 1984 à 2007	12
Graphique 2. Taux de croissance annuel des dépenses de culture (pér. élargi), en euros constants de 1984 à 2007	13
Graphique 3. Évolution des dépenses culturelles (noyau dur) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2007.....	15
Graphique 4. Évolution des dépenses culturelles (pér. élargi) rapportées au nombre d'habitants de 1984 à 2007.....	17
Graphique 5. Évolution des dépenses culturelles (noyau dur) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2007.....	20
Graphique 6. Évolution des dépenses culturelles (pér. élargi) par rapport au PIB communautaire de 1984 à 2007.....	20
Graphique 7. Rapport entre les dépenses culturelles (noyau dur) et les dépenses d'enseignement de 1984 à 2007.....	24
Graphique 8. Rapport entre les dépenses culturelles (pér. élargi) et les dépenses d'enseignement de 1984 à 2007.....	24
Graphique 9. Poids de la culture (noyau dur) dans l'ensemble des dépenses de la Comm. française de 1994 à 2007.....	27
Graphique 10. Poids de la culture (pér. élargi) dans l'ensemble des dépenses de la Comm. Française de 1994 à 2007.....	24
Graphique 11. Montants enr. dans le programme « Centres culturels », de 1984 à 2007.....	33
Graphique 12. Montants enr. aux programmes « théâtre », « musique » et « arts de la danse », de 1994 à 2007.....	37
Graphique 13. Montants enr. aux programmes « Lecture publique » et « Lettres françaises » et « promotion du livre » de 1994 à 2007 (en euros constants)	42
Graphique 14. Montants enregistrés aux programmes « Jeunesse », « Education permanente » et « Activités socioculturelles » de 1994 à 2007 (en euros constants)	46
Graphique 15. Montants enregistrés aux programmes de la DO 24 (en euros constants).....	50
Graphique 16. Poids relatif des DO 20 à 25 dans le noyau dur des dépenses culturelles en 1984 et 2007.....	59